

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 04/2021

Tableau de bord de l'Economie

au 4 ème trimestre 2021

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Mars 2022

SOMMAIRE

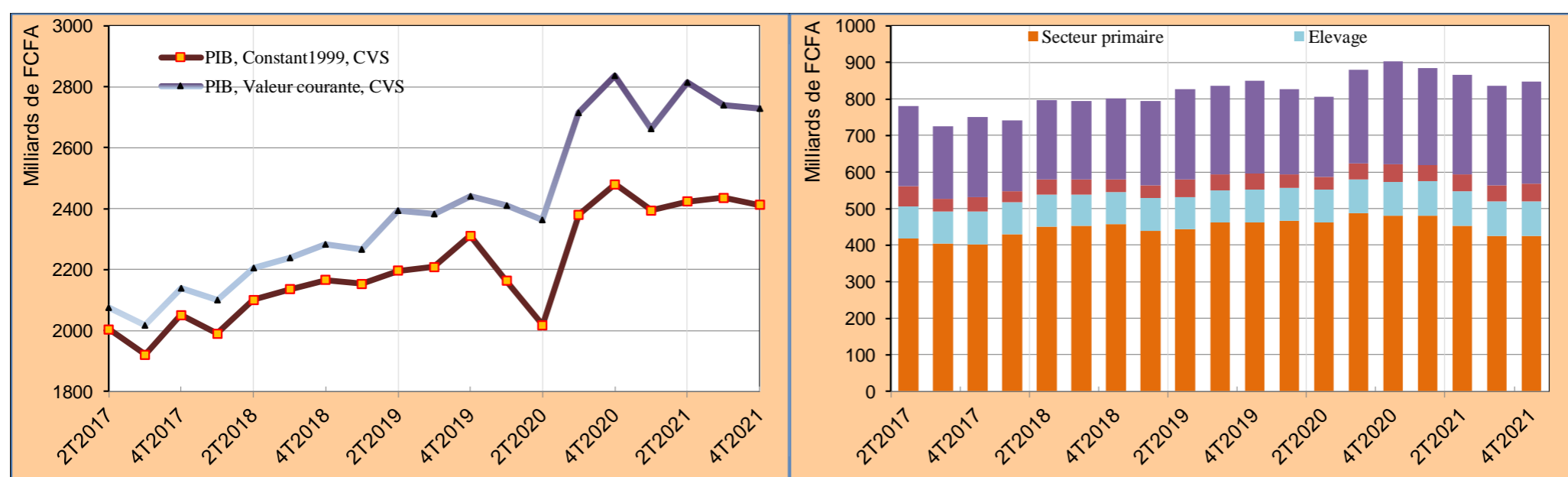
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

Au quatrième trimestre 2021, l'économie se contracte. Le PIB réel baisse de 1,3% par rapport au trimestre précédent. Il chute par rapport à son niveau de l'année précédente de 2,7%. Cette évolution de l'activité économique résulte d'une baisse dans les secteurs tertiaire (-2,6%) et secondaire (-0,2%) et une stagnation du secteur primaire (0,0%). La hausse du niveau général des prix à la consommation s'est poursuivie au quatrième trimestre 2021 tant en glissement trimestriel qu'annuel. La hausse trimestrielle est de 2,3% et celle annuelle est de 5,9% contre respectivement 1,8% et 3,6% au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2021, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au deuxième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 141,5; soit une hausse de 15,7% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 7,0%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
Secteur primaire	480,5	481,1	453,4	425,8	425,9	0,0%	-11,4%
Agriculture	340,2	340,2	312,3	284,7	284,6	0,0%	-16,3%
Agriculture hors égrenage de coton	328,5	326,9	299,9	270,7	270,5	-0,1%	-17,7%
Egrenage de coton	12,7	13,9	12,9	13,9	13,9	0,6%	9,9%
Elevage	92,4	93,1	93,6	93,9	94,1	0,2%	1,8%
Sylviculture et chasse	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	0,0%	0,0%
Pêche et aquaculture	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	696,4	644,0	640,3	654,6	653,4	-0,2%	-6,2%
Activités extractives	339,9	310,7	292,8	303,3	302,7	-0,2%	-11,0%
Activités manufacturières	253,2	234,9	257,6	248,0	255,4	3,0%	0,9%
Agroalimentaire	164,8	148,6	168,2	162,8	166,3	2,1%	0,9%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,7	27,1	27,1	26,7	26,7	0,0%	-0,1%
Fabrication de produits minéraux	12,5	13,9	14,2	13,9	12,9	-7,3%	2,6%
Autres industries manufacturières	48,0	44,4	47,3	44,2	48,3	9,1%	0,4%
Electricité - Eau - Assainissement	18,3	18,9	19,5	19,5	19,5	0,0%	6,1%
Construction	71,0	62,5	64,1	72,8	66,5	-8,6%	-6,3%
Secteur tertiaire	1 005,2	990,0	1 045,5	1 063,7	1 036,1	-2,6%	3,1%
Commerce et réparation	200,8	192,5	202,7	195,7	211,3	8,0%	5,2%
Transport et entreposage	26,6	22,7	27,9	27,4	32,6	19,0%	22,5%
Hébergement et restauration	41,0	44,0	45,2	46,2	42,1	-9,0%	2,5%
Information et communication	68,4	72,7	70,7	72,3	73,7	1,8%	7,7%
Services Financiers et assurances	38,8	37,1	36,9	37,8	40,0	5,8%	3,2%
Activités immobilières	119,9	119,9	119,9	119,9	119,9	0,0%	0,0%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de	26,1	26,9	25,0	27,2	20,3	-25,5%	-22,3%
Services d'administration publique et autres services collectifs ou	480,2	473,7	513,7	532,1	493,4	-7,3%	2,7%
Impôts et taxes nets sur les produits	281,7	266,0	270,5	272,2	279,2	2,6%	-0,9%
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 480,2	2 393,7	2 423,0	2 435,7	2 412,3	-1,0%	-2,7%
PIB, Valeur courante, CVS	2 835,9	2 662,3	2 813,5	2 740,0	2 729,3	-0,4%	-3,8%



Au quatrième trimestre 2021, le PIB réel baisse de 1,0% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2021 résulte d'une contraction des activités dans les secteurs tertiaire (-2,7%) et secondaire (-0,2%) et une stagnation dans le secteur primaire (0,0%).

La baisse dans le secteur secondaire est liée à une contraction des activités dans les BTP (-8,6%), de la fabrication des produits minéraux (-7,3%) et des activités extractives (-0,2%) malgré une hausse des activités manufacturières (+3,0%).

Le secteur tertiaire est caractérisé par une baisse significative de la croissance de 2,6% en relation avec une forte contraction des activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau (-25,5%), des services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels (-7,3%) et des services d'hébergement et de restauration(-9,0).

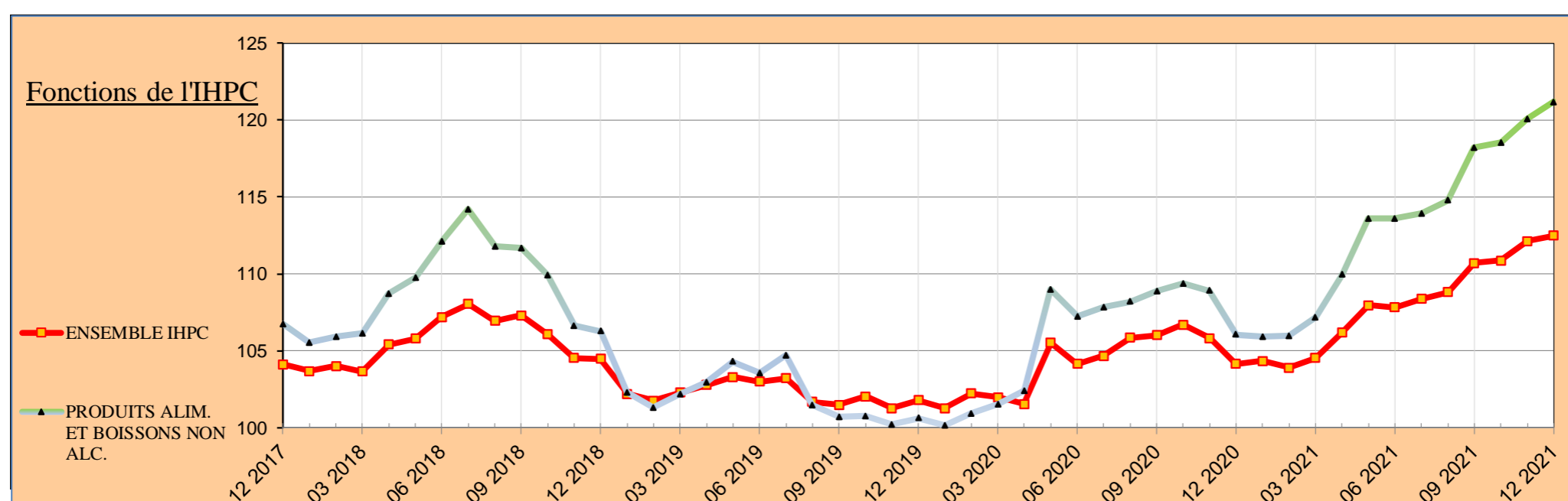
Le rythme de l'activité dans le secteur primaire est resté stable comparé au trimestre précédent.

En variation annuelle, le PIB baisse faiblement de 2,7% au quatrième trimestre. Cette performance est liée au rythme de l'activité

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	105,6	104,3	107,3	109,3	111,8	2,3%	5,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	108,1	106,4	112,4	115,6	119,9	3,7%	10,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	132,7	128,5	132,2	142,1	142,8	0,5%	7,6%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,3	101,3	101,3	101,3	101,6	0,2%	0,2%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	100,1	98,9	99,8	98,3	100,5	2,2%	0,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,3	101,3	101,3	101,3	101,0	-0,3%	-0,3%
SANTE	100,4	100,5	100,5	100,6	100,6	0,0%	0,2%
TRANSPORTS	98,4	98,2	98,5	98,5	99,2	0,7%	0,7%
COMMUNICATION	98,8	98,8	98,8	98,8	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,2	101,2	101,2	101,1	-0,1%	0,0%
ENSEIGNEMENT	107,8	107,8	107,8	108,7	112,1	3,2%	4,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,1	105,5	105,6	106,0	107,1	1,1%	2,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,9	100,9	100,9	100,9	101,3	0,4%	0,4%



Au quatrième trimestre 2021, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse tant en glissement trimestriel qu'annuel. La hausse trimestrielle est de 2,3% et celle annuelle est de 5,9% contre respectivement 1,8% et 3,6% au trimestre précédent.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à une flambée des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,7), des services d'enseignement (+3,2%) et des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+2,2%).

L'inflation de 5,9% relevée en variation annuelle reste également imputable au renchérissement des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+10,9%) mais aussi des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+7,6%) et des services d'"enseignement" (+4,0%). Pour les autres fonctions de consommation, en dehors de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+2,0%), l'évolution des prix a été modérée (entre -0,3% et 0,7%).

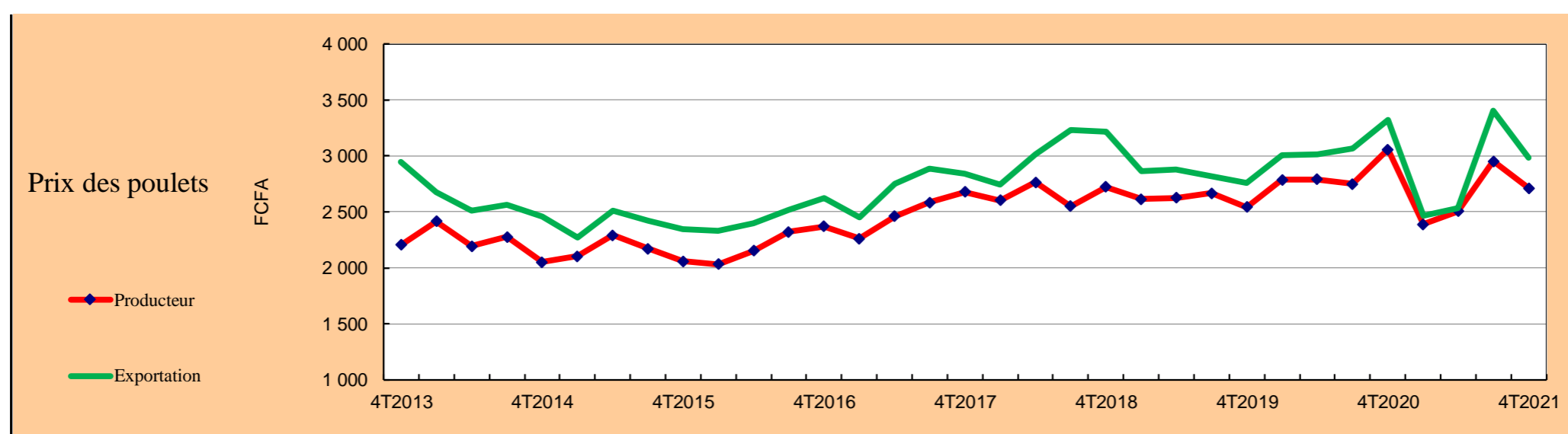
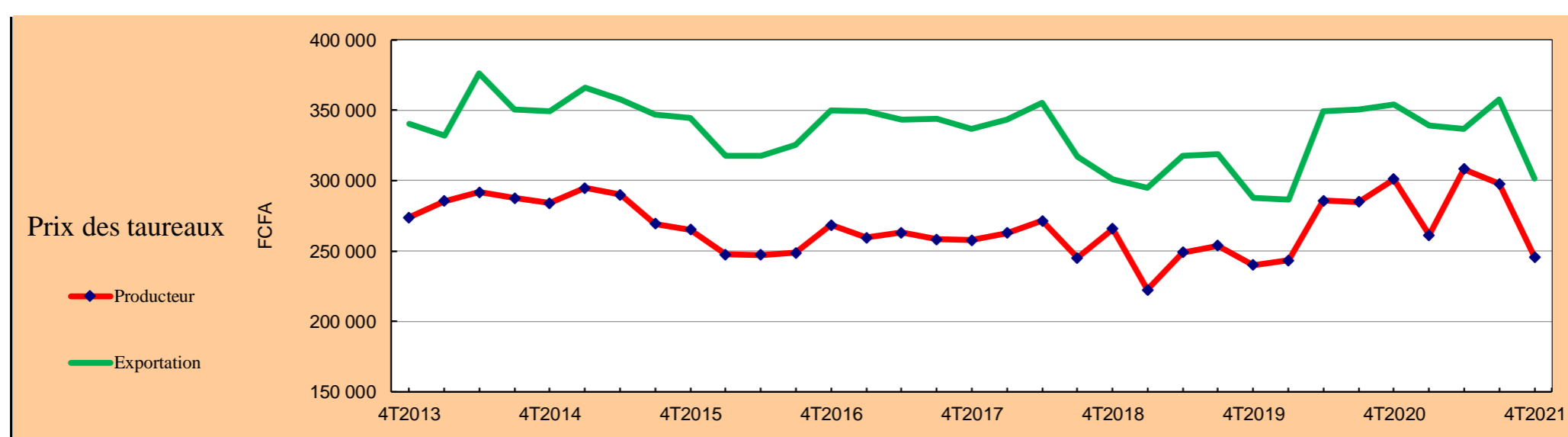
Dans la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », les céréales et les légumes ont connu une hausse de leurs prix, suite à la mauvaise campagne agricole 2021-2022, expliquant ainsi la hausse de prix enregistrée par ladite fonction.

A fin décembre 2021, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 3,9% contre 1,9% à fin décembre 2020.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	300 949	261 283	308 244	297 687	245 687	-17,5%	-18,4%	
Prix à l'exportation du taureau	354 371	339 347	337 066	357 797	301 231	-15,8%	-15,0%	
Prix au producteur du bélier	48 695	46 062	55 766	60 745	44 735	-26,4%	-8,1%	
Prix à l'exportation du bélier	58 200	50 902	53 348	70 002	53 579	-23,5%	-7,9%	
Prix au producteur du bouc	28 604	26 208	27 687	29 515	29 986	1,6%	4,8%	
Prix à l'exportation du bouc	33 000	22 383	23 587	31 909	29 082	-8,9%	-11,9%	
Prix au producteur du poulet	3 057	2 388	2 505	2 951	2 713	-8,1%	-11,3%	
Prix à l'exportation du poulet	3 319	2 465	2 534	3 403	2 983	-12,3%	-10,1%	
Prix au producteur de la pintade	2 948	2 738	2 813	2 933	2 979	1,6%	1,1%	
Prix à l'exportation de la pintade	3 174	2 938	3 034	3 148	3 128	-0,6%	-1,4%	



Le marché du bétail au quatrième trimestre 2021 s'est caractérisé par une baisse du niveau d'approvisionnement. Malgré cette baisse de l'approvisionnement, on a observé également une baisse des prix du bétail et de la volaille.

Le prix du taureau au quatrième trimestre de 2021 a connu une baisse sur les marchés. En effet, sur les marchés de production les prix ont varié de -17,5% en glissement trimestriel et -18,4% en glissement annuel. Sur les marchés d'exportation, ils ont varié de -15,5% en glissement trimestriel et -15,0% en glissement annuel.

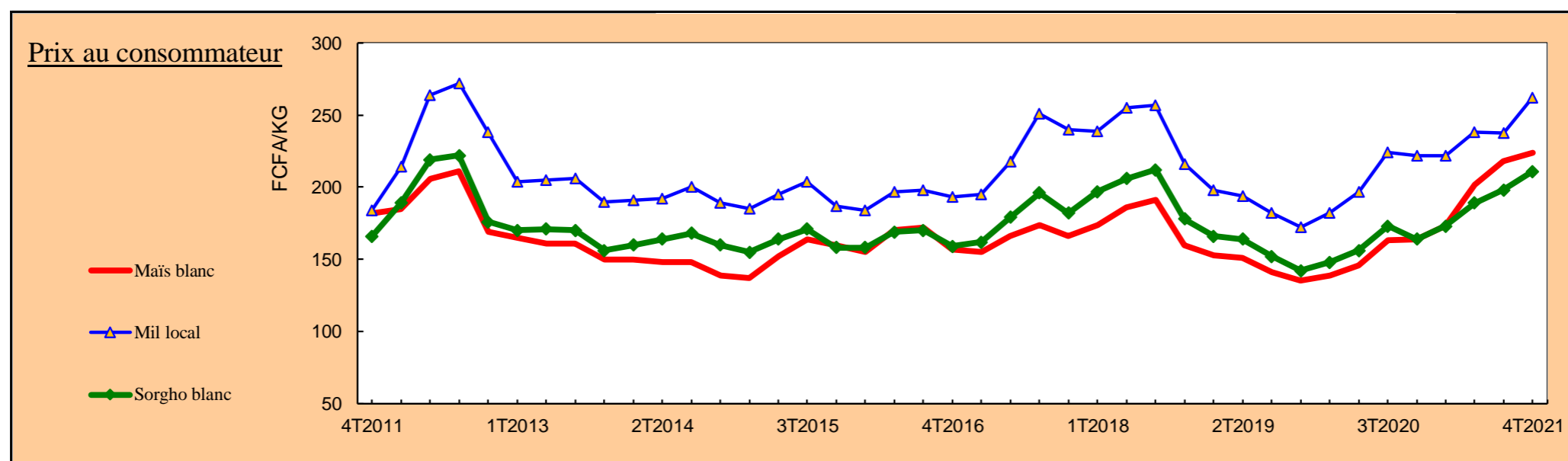
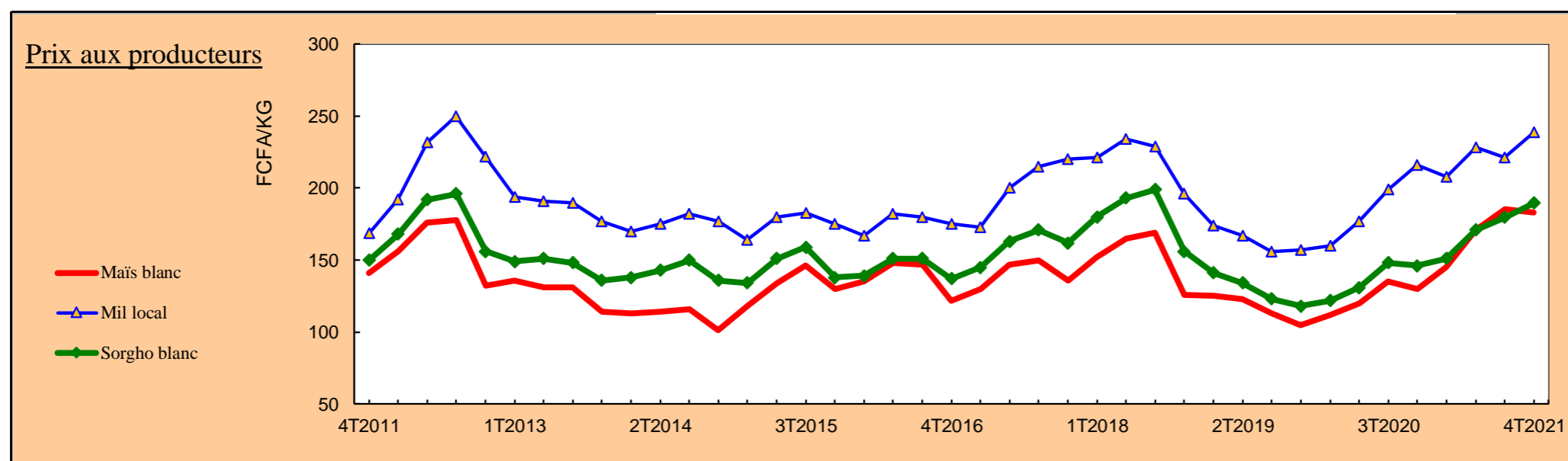
Le prix du bélier a connu également une baisse sur les deux types de marchés par rapport au trimestre précédent et à la même période de 2020. En glissement trimestriel, le prix du bélier a affiché une baisse de 26,4% et de 23,5% respectivement sur les marchés de production et d'exportations. En glissement annuel, les prix ont été en baisse sur les marchés de production (-8,1%) et sur ceux d'exportations (-7,9%). Quant au prix du bouc, il a connu une hausse sur les marchés de production tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En glissement trimestriel, la variation a été de 1,6% et en glissement annuel, elle a été de 4,8%. Par contre, sur les marchés d'exportations, les prix ont été en baisse de 8,9% en glissement trimestriel et de 11,9% en glissement annuel.

Le prix de la volaille a également connu une baisse sauf sur les marchés de production pour les pintades où on a observé des hausses de 1,6% et 1,1% respectivement en glissement trimestriel et annuel. En effet, le prix du poulet a varié de -8,7% sur les marchés de production et de -12,3% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel ; en glissement annuel, il a varié de -11,3% sur les marchés de production et -10,1% sur les marchés d'exportation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	130,0	145,0	171,0	185,6	183,3	-1,2%	41,0%
Prix au consommateur du maïs blanc	164,0	173,0	202,0	217,9	224,0	2,8%	36,6%
Prix au producteur du mil local	216,0	208,0	228,0	221,0	238,9	8,1%	10,6%
Prix au consommateur du mil local	222,0	222,0	238,0	237,4	261,8	10,3%	17,9%
Prix au producteur du sorgho blanc	146,0	151,0	171,0	179,7	189,6	5,5%	29,9%
Prix au consommateur du sorgho blanc	164,0	173,0	189,0	198,1	210,9	6,4%	28,6%



La disponibilité en produits agricoles s'est améliorée ce trimestre du fait des récoltes de la campagne agricole 2021/2022. On note cependant une offre céréalière en baisse par rapport aux années antérieures. Contrairement à la normale, les prix des céréales n'ont pas connu de baisse saisonnière cette année. Les prix sont restés élevés par rapport aux périodes antérieures. Le prix du maïs a atteint son plus haut niveau des dix dernières années. Ce niveau élevé des prix est due (i) à la faiblesse de la production, (ii) à la réduction des volumes de céréales importés, (iii) à la forte demande en céréales des unités de transformations et aussi pour les besoins d'intervention humanitaire auprès des personnes déplacées dont le nombre ne cesse de croître.

Les flux entrants sont également impactés par l'interdiction d'exportation des céréales par le Mali. Cela réduit le volume du mil entrant du Mali et par là l'offre de cette denrée sur le marché Burkinabé. Par ailleurs, les quantités de maïs importées de la Côte d'Ivoire et du Ghana sont faibles cette année compte tenu de la pression exercée sur les marchés de ces deux pays.

Les prix des principales céréales n'ont pas respecté la tendance baissière saisonnière généralement observée en cette période de récolte. Seul le prix du maïs a enregistré une légère baisse au mois de novembre avant de reprendre une tendance haussière dès le début du mois de décembre 2021.

Sur les marchés de collecte, les prix du sorgho blanc et du mil ont enregistré des hausses trimestrielles respectives de 6,4% et de 8,1%. Le prix moyen à la collecte du maïs blanc n'a pas varié pour la période. Les moyennes de prix enregistrées ont été respectivement de 183FCFA, 239 FCFA et 190 FCFA le kilogramme du maïs blanc, du mil local et du sorgho blanc. Ces prix sont en forte hausse par rapport à la même période de 2020. Le prix du maïs enregistre la plus forte hausse de 41,0%. Le mil local et le sorgho blanc sont en hausse respectives de 10,6% et 29,9%. Comparé à la moyenne quinquennale, le prix du maïs blanc enregistre une hausse de 35%, celui du sorgho blanc de 23% et le mil local de 16%. La forte hausse du prix du maïs blanc s'explique par la demande importante de cette céréale dans la fabrication de boisson et des aliments volaille et bétail.

Sur les marchés de détail, des hausses de prix (3% pour le maïs blanc, 6% pour le sorgho blanc et 10% pour le mil local) ont également été enregistrées par rapport au trimestre passé. Comparé avec le même trimestre de l'année 2020, les prix des principales céréales ont haussé de manière significative avec des variations de +37% pour le maïs blanc, de +29% pour le sorgho blanc et de +18% pour le mil local.

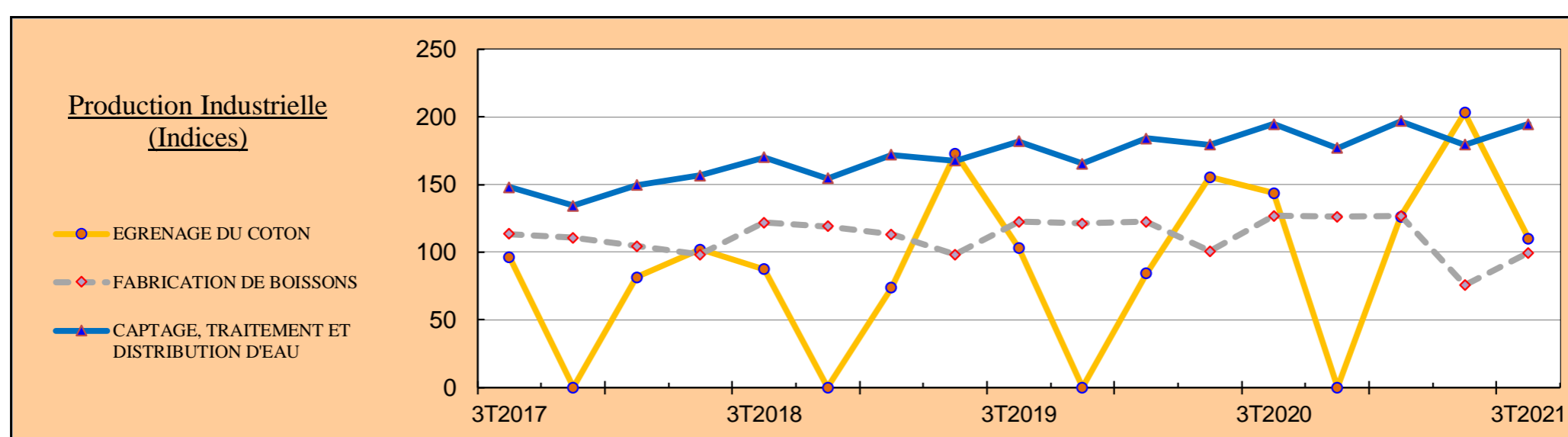
Comparativement à la moyenne quinquennale, le prix du maïs blanc a haussé de 32%, celui du sorgho blanc a varié de +20% tandis que le mil local enregistre une hausse de 18%. La hausse des prix ce trimestre est la conséquence de la baisse de l'offre suite à la baisse de la production locale et de la réduction des importations de céréales des pays voisins comme le Mali et la Côte d'Ivoire.

La situation alimentaire risque de se dégrader les mois à venir si des dispositions ne sont pas prises pour faciliter l'accès des populations surtout les plus vulnérables aux céréales. L'ouverture de points de vente de céréales aux personnes vulnérables le plus tôt possible permettrait juguler la crise alimentaire qui s'annonce.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISION	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	0,0	126,1	203,2	110,2	0,0	-100,0%	
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	136,7	141,5	159,6	108,5	129,9	19,7%	-5,0%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVE	345,8	291,1	321,7	319,5	408,3	27,8%	18,1%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	133,9	93,1	118,3	78,2	93,4	19,5%	-30,2%
FABRICATION DE BOISSONS	126,4	126,8	75,7	99,6	107,4	7,9%	-15,0%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	155,6	153,9	130,3	132,8	139,5	5,0%	-10,3%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	133,6	71,2	180,3	111,5	107,0	-4,0%	-19,9%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	54,9	328,2	228,0	123,1	102,5	-16,7%	86,7%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYA	58,1	41,2	35,8	41,2	27,1	-34,4%	-53,5%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOI	317,7	145,5	44,0	94,2	122,6	30,2%	-61,4%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	119,1	436,7	280,9	154,5	160,2	3,6%	34,5%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	80,3	179,8	75,6	30,5	76,7	151,0%	-4,5%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	206,8	186,7	194,6	183,0	224,1	22,5%	8,4%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	129,8	125,9	140,0	152,5	168,2	10,3%	29,6%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	94,1	91,5	91,7	106,4	109,0	2,5%	15,9%
MÉTALLURGIE	84,1	104,4	89,9	79,0	71,4	-9,6%	-15,0%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	86,6	93,2	169,2	153,8	215,7	40,2%	149,0%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	289,0	327,0	370,4	307,9	284,8	-7,5%	-1,4%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	90,1	338,3	95,9	151,9	102,4	-32,6%	13,7%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE	337,7	314,1	264,8	440,5	358,1	-18,7%	6,1%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	177,0	197,0	179,4	194,8	193,6	-0,6%	9,4%
Ensemble	152,1	151,9	168,8	122,3	141,5	15,7%	-7,0%



Au troisième trimestre 2021, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au deuxième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 141,5; soit une hausse de 15,7% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 7,0%.

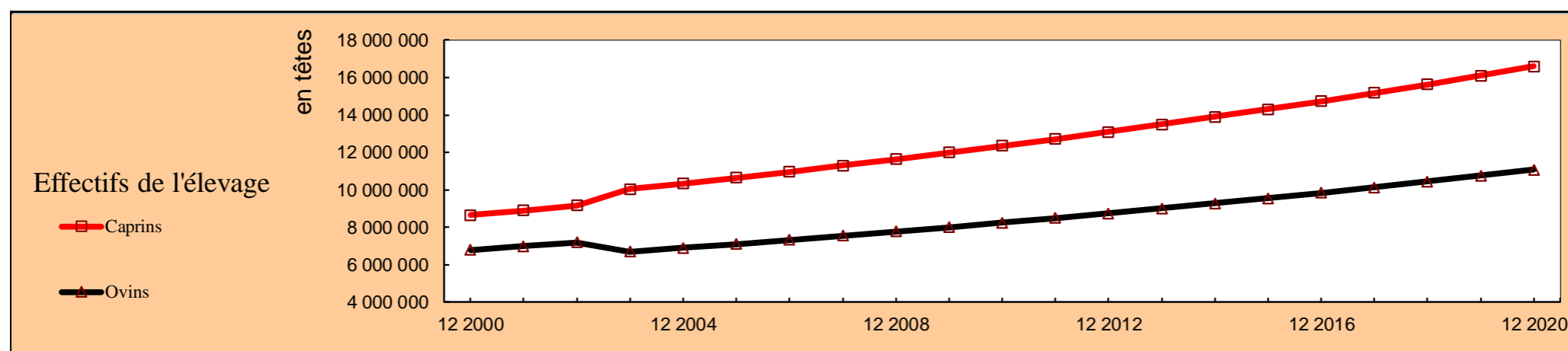
La hausse constatée en glissement trimestriel est essentiellement imputable aux activités de l'imprimerie et de reproduction d'enregistrement" (+151,0%), de fabrication d'ouvrage en métaux (+40,2%), du travail du bois et fabrication d'article en bois hors meubles, de fabrication de produits chimiques (+22,5%), du travail du caoutchouc et du plastique (+10,3%), à l'extraction de minerais métallique (+19,7%), à la fabrication de boissons (+7,9%), de tabac (+5,0%) et à la fabrication de matériaux minéraux (+2,5%).

En glissement annuel, la baisse constatée de l'indice est essentiellement due aux activités du "travail du cuir, fabrication d'article de voyage et de chaussure" (-53,5%) et de fabrication de produits alimentaires (-30,2%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

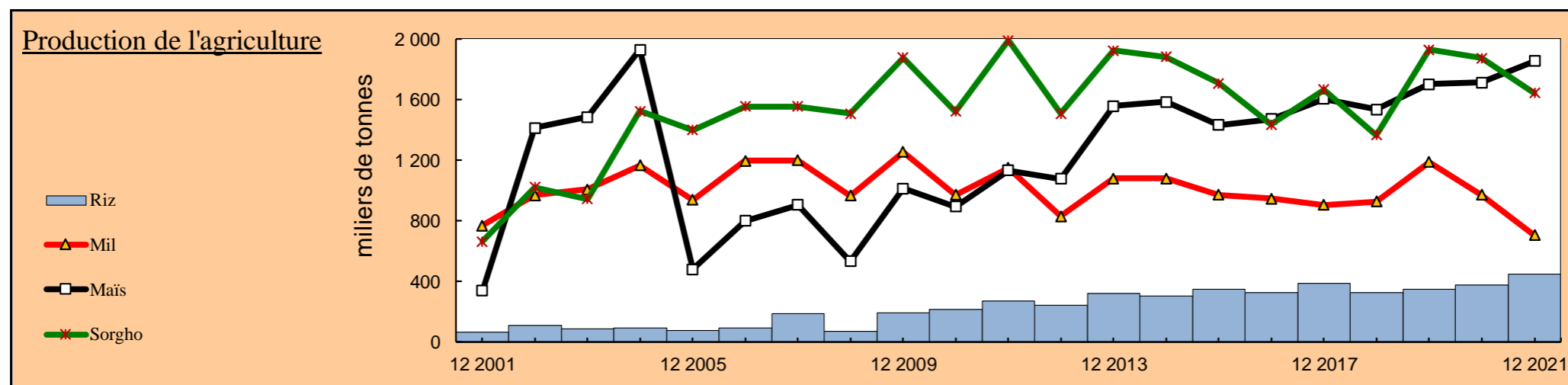


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	3,5%	-10,0%
dont : Production brute de mil	928 234	1 189 079	970 176	957 253	705 345	-6,6%	-26,3%
dont : Production brute de sorgho	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 643 732	4,7%	-13,2%
dont : Production brute de maïs	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	4,9%	-3,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 566	350 392	376 577	451 421	451 014	8,5%	-0,1%



Ce quatrième trimestre de l'année, correspondant à la période de récolte de la campagne 2021/2022 est principalement marqué par différentes sessions d'évaluation et d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A la suite de l'analyse de l'économie des ménages qui permet d'avoir les différents paramètres de la sécurité alimentaire, est intervenue la session d'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Les résultats de cette analyse donnent une situation alimentaire assez préoccupante avec près d'un million six cent mille personnes ayant des besoins d'assistance immédiate. Ces personnes sont majoritairement celles des zones en insécurité et qui ont été contraintes d'abandonner leurs moyens d'existence pour trouver refuge dans d'autres localités.

La baisse de la production enregistrée cette année est également un facteur déterminant de cette situation alimentaire assez difficile. En effet, selon le Rapport de la deuxième session du comité de prévision de la Situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA) 2021 tenue en décembre 2021, la production céréalière attendue est estimée à 4 661 140 tonnes soit respectivement une baisse de 10,0% et de 3,5% par rapport à la précédente campagne et à la moyenne des cinq dernières années.

La production des autres produits vivriers y compris le niébé, enregistre des baisses plus importantes, soit 25,7% par rapport à la campagne précédente et 13,2% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Les produits de rente excepté le coton, suivent la même tendance baissière.

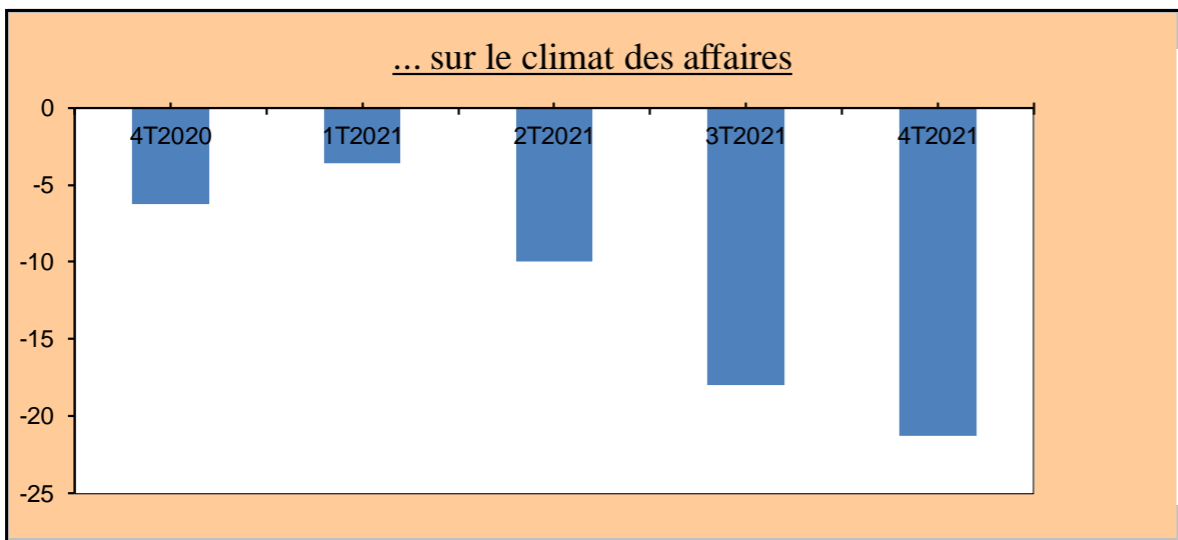
Cette baisse est la conséquence de plusieurs facteurs dont les principaux sont (i) la réduction de superficies emblavées due à l'insécurité, (ii) la baisse de rendement due à l'insuffisance d'intrants notamment de l'engrais et (iii) la mauvaise répartition temporelle de la pluviométrie.

La quasi inexistence de stocks reports, cumulée au faible niveau des importations cette année contribue à la faiblesse de l'offre en produits vivriers.

Si les termes de l'échange sont en faveur des éleveurs, le niveau faible de l'offre en bétail et la fermeture de plus de marchés à

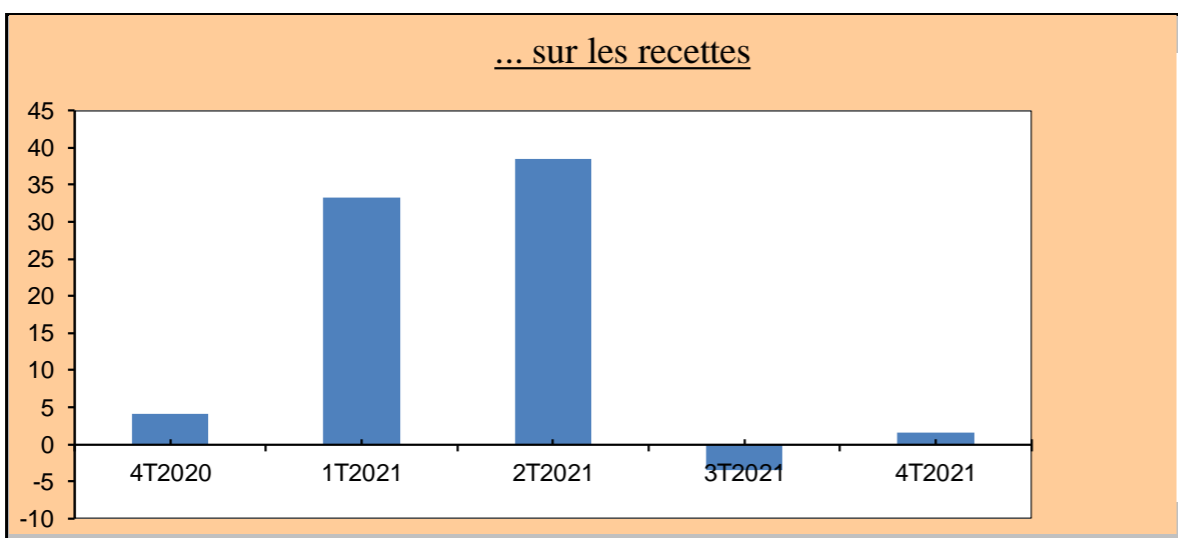
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...



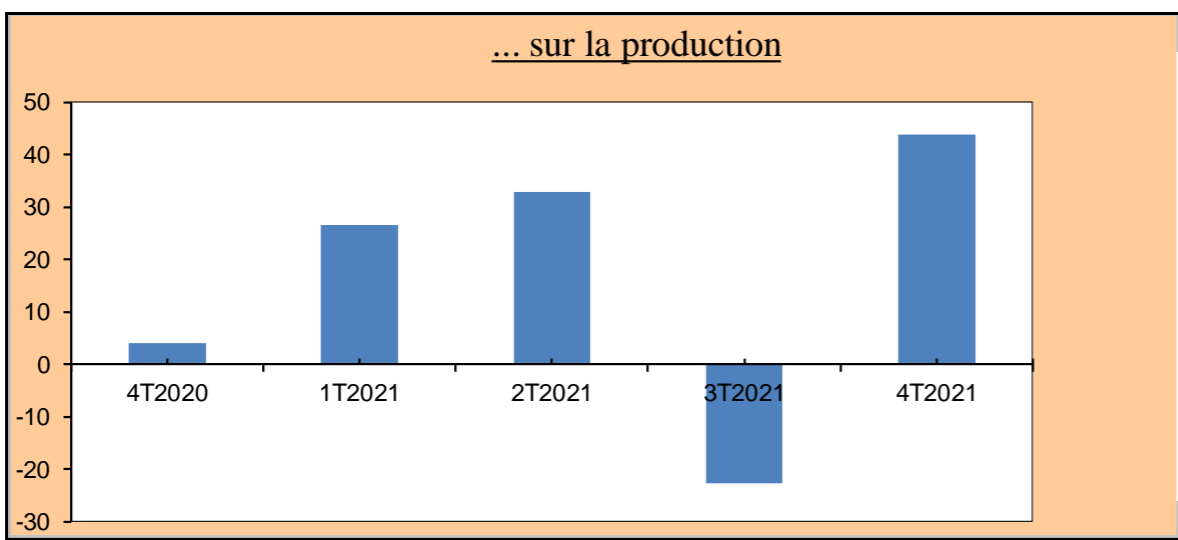
Climat des affaires

La détérioration du climat des affaires se poursuit au quatrième trimestre 2021 après une dégradation continue depuis le 3ème trimestre 2019.



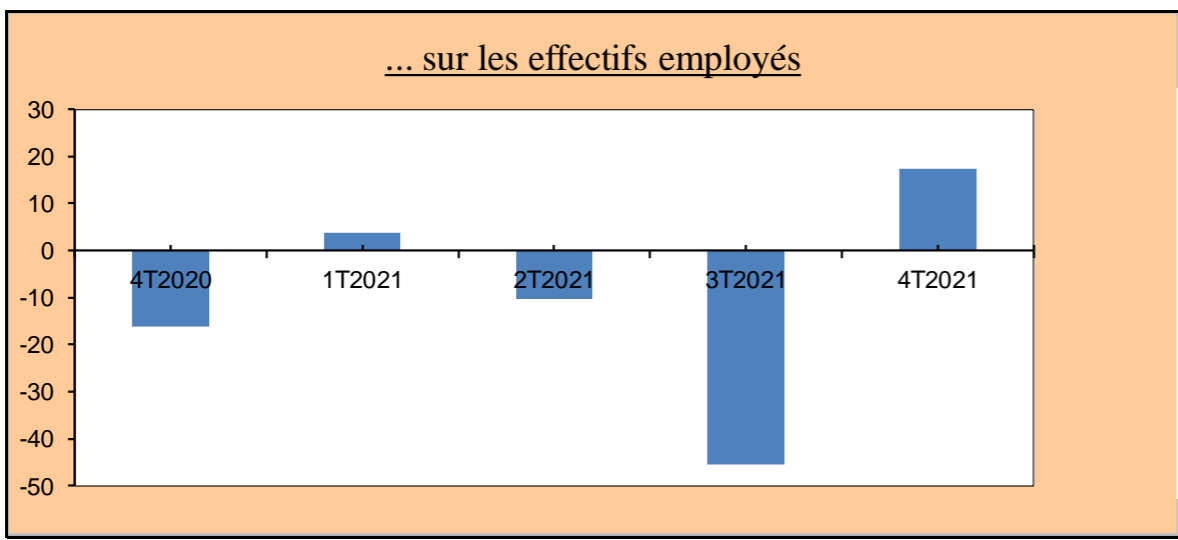
Recettes

La hausse des recettes reprend au 4ème trimestre après une baisse au 3ème trimestre 2021.



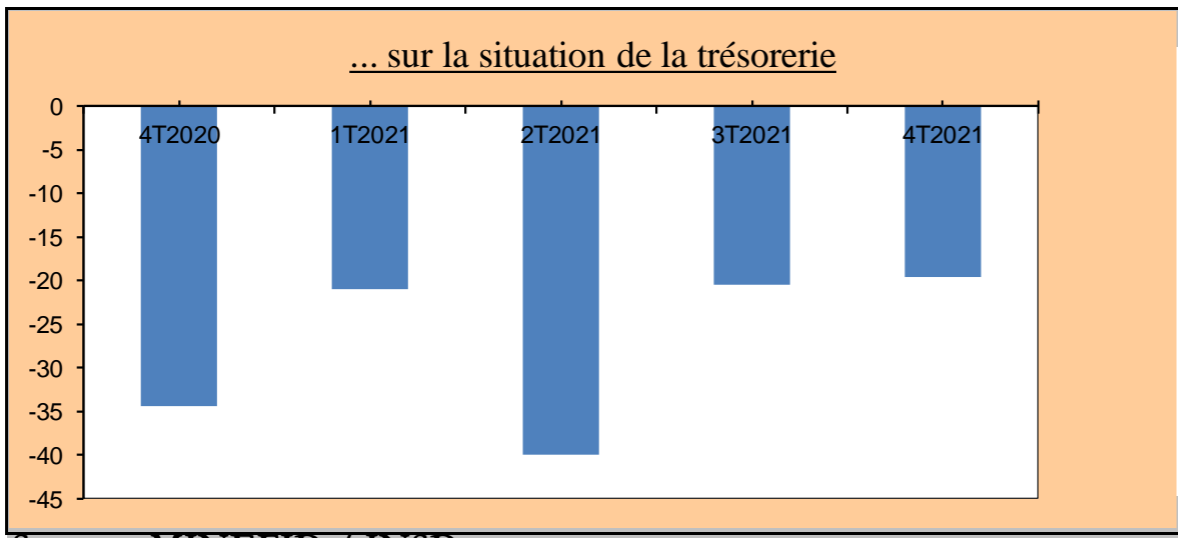
Production

La production augmente au 4ème trimestre 2021.



Effectifs employés

La baisse des effectifs employés reprend au 4ème trimestre 2021.



Trésorerie des entreprises

La situation de la trésorerie continue de se détériorer au 4ème trimestre 2021.

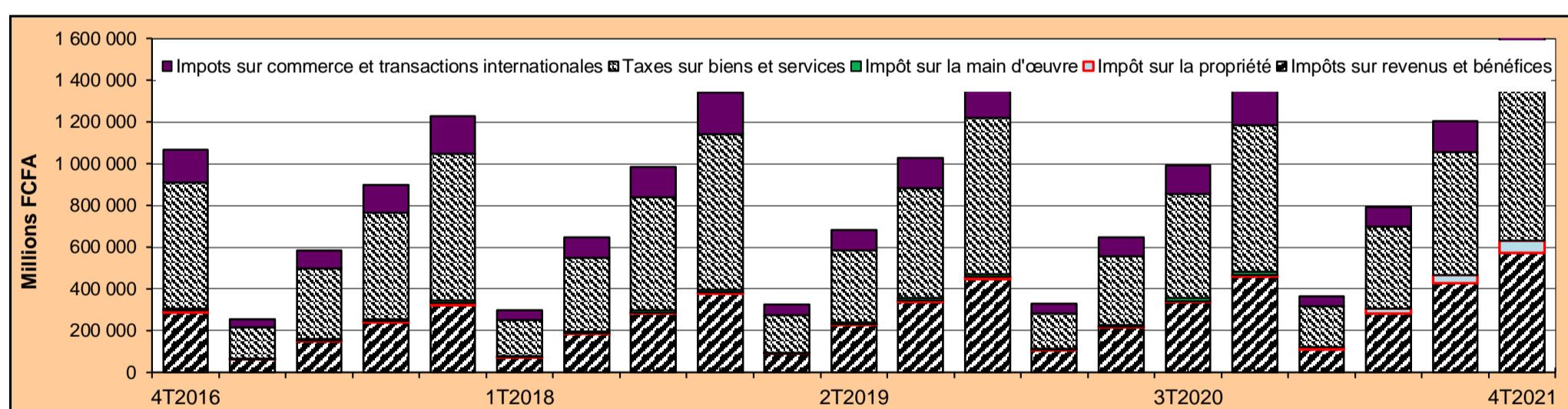
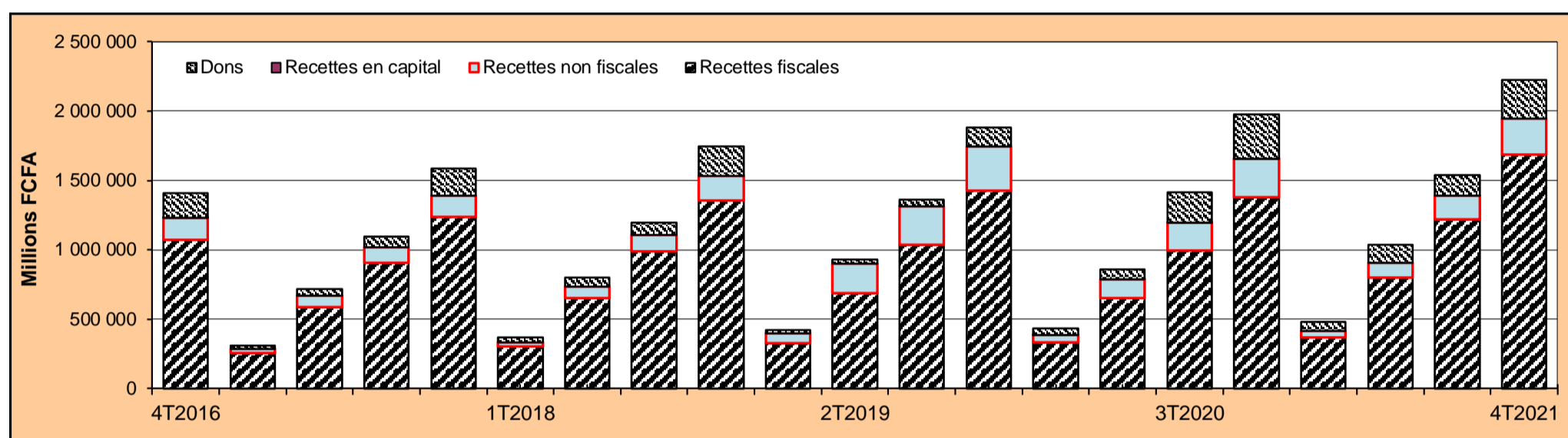
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2021, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 600,57 milliards de FCFA, contre un déficit de 564,59 milliards de FCFA un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 100 905,8	1 975 339,7	480 684,5	1 036 789,5	1 541 017,1	2 223 849,4	105,9%	12,6%
Recettes totales	1 789 449,7	1 659 380,9	417 606,0	908 559,9	1 390 578,5	1 946 607,7	108,8%	17,3%
Recettes courantes	1 789 449,7	1 659 076,2	417 606,0	908 559,9	1 390 578,5	1 946 607,7	108,8%	17,3%
Recettes fiscales	1 584 753,7	1 377 023,8	369 601,0	802 058,3	1 218 267,1	1 687 513,3	106,5%	22,5%
Impôts sur revenus et bénéfices	470 203,3	457 052,1	109 512,6	281 138,0	426 878,7	572 629,9	121,8%	25,3%
Impôt sur la main d'œuvre	16 267,4	14 608,1	4 064,3	8 041,2	12 075,6	16 236,0	99,8%	11,1%
Taxes sur biens et services	812 844,0	701 193,9	196 600,5	389 630,6	587 602,7	822 535,1	101,2%	17,3%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	218 170,8	185 295,2	47 177,5	97 114,1	150 050,6	215 780,6	98,9%	16,5%
Autres recettes fiscales	2 229,4	8 583,2	299,8	667,6	1 069,6	1 430,2	64,2%	-83,3%
Recettes non fiscales	204 696,0	282 052,3	48 005,1	106 501,6	172 311,5	259 094,3	126,6%	-8,1%
Recettes en capital	0,000	304,702	0,000	0,000	0,000	0,000		-100,0%
Dons	311 456,1	315 958,8	63 078,4	128 229,7	150 438,6	277 241,7	89,0%	-12,3%
Projets	237 685,4	156 280,5	45 876,5	82 715,8	104 924,7	196 347,0	82,6%	25,6%
Programmes	73 770,7	159 678,3	17 202,0	45 513,9	45 513,9	80 894,7	109,7%	-49,3%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 2 223,85 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 contre un niveau de 1 975,34 milliards de FCFA à la même période en 2020, soit une progression de 12,6% (+248,51 milliards de FCFA). La hausse des recettes propres de l'Etat de 287,23 milliards de FCFA explique cette performance, les dons ayant marqué une baisse de 38,72 milliards de FCFA au cours de la période.

Les recettes propres ont enregistré une progression de 17,3% par rapport à fin décembre 2020 pour s'établir à 1 946,61 milliards de FCFA. Cette performance est uniquement imputable à celle des recettes fiscales, les recettes non fiscales ayant baissé sur la période (-22,96 milliards de FCFA).

En effet, les recettes fiscales, au 31 décembre 2021, se sont situées à 1 687,51 milliards de FCFA, en augmentation de 310,49 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin décembre 2020. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des « taxes sur biens et services » de 121,34 milliards de FCFA, des « impôts sur revenus et bénéfices » de 115,58 milliards de FCFA, des « impôts sur la propriété » de 48,61 milliards de FCFA et des « impôts sur le commerce et les transactions internationales » de 30,49 milliards de FCFA.

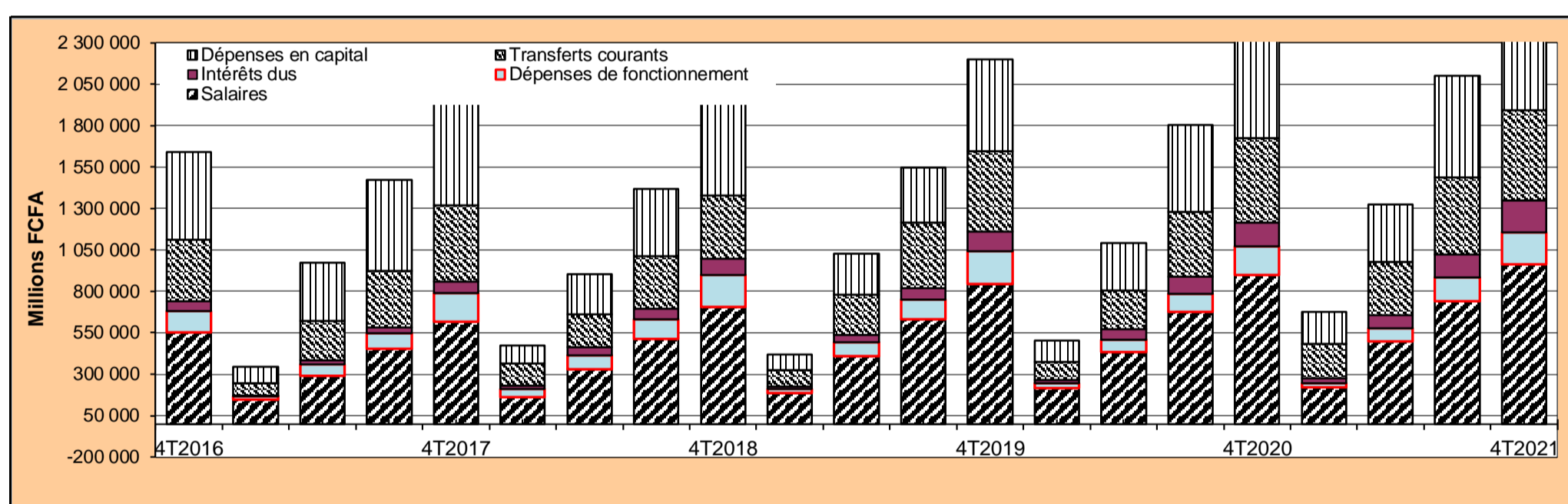
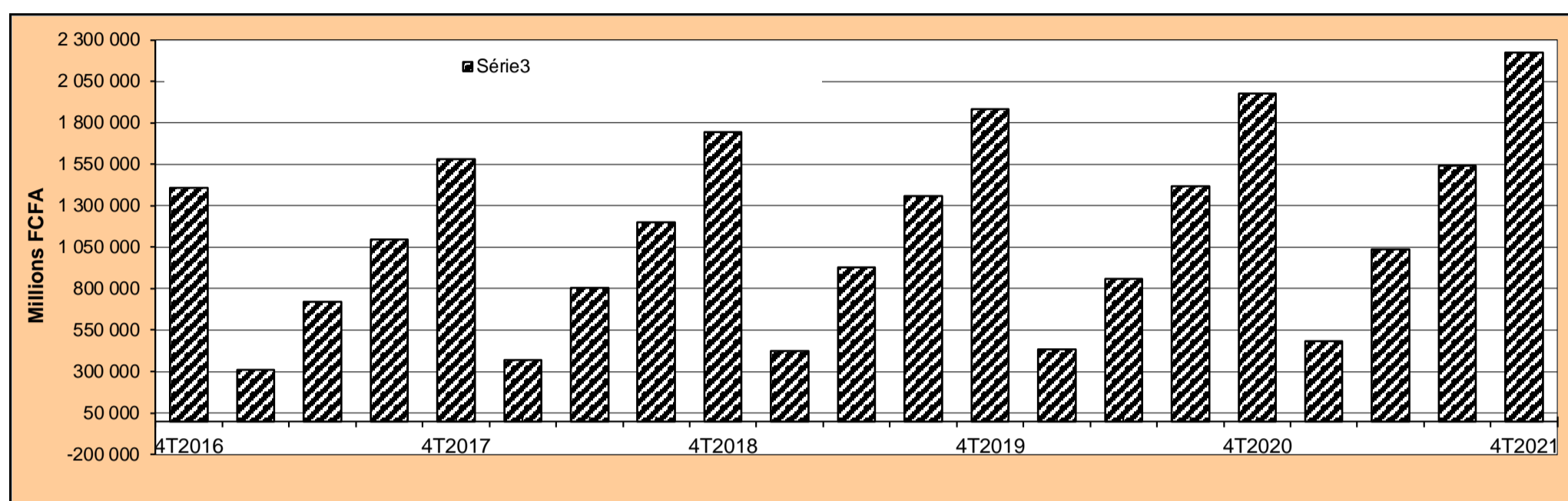
Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une diminution de 22,96 milliards de FCFA (-8,1%) pour se situer à 259,09 milliards de FCFA à fin décembre 2021, après un niveau de 282,05 milliards de FCFA à la même période de 2020. Cette baisse est imputable essentiellement à la diminution des « autres recettes non fiscales » (-30,95 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation se situe à 277,24 milliards de FCFA à fin décembre 2021 contre une mobilisation de 315,96 milliards de FCFA à la même période de 2020.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2021	2021	2021	2021		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 643 649,5	2 499 952,7	676 850,6	1 317 356,8	2 093 973,1	2 824 418,7	106,8%	13,0%
Dépenses	2 653 718	2 504 304,5	677 669,9	1 321 997,0	2 099 048,8	2 814 176,6	106,0%	12,4%
Dépenses courantes	1 755 992	1 724 301,6	483 885,8	979 602,2	1 488 300,7	1 893 279,7	107,8%	9,8%
Salaires	950 000	897 208,1	223 171,7	497 886,0	738 819,0	964 988,4	101,6%	7,6%
Dépenses de fonctionnement	199 000	176 292,6	21 290,6	78 078,1	145 180,7	192 069,4	96,5%	8,9%
Intérêts dus	175 544	140 576,7	28 525,3	79 699,9	137 052,9	192 548,8	109,7%	37,0%
Transferts courants	431 449	510 224,1	210 898,2	323 938,2	467 248,1	543 673,2	126,0%	6,6%
Dépenses en capital	897 726	780 002,9	193 784,0	342 394,9	610 748,1	920 896,9	102,6%	18,1%
financées sur ressources propres	532 150	432 917,7	82 553,1	161 173,1	318 577,0	470 659,4	88,4%	8,7%
Prêts nets	-10 069	-4 351,8	-819,3	-4 640,2	-5 075,7	10 242,1	-101,7%	-335,4%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 2 824,42 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 contre 2 539,93 milliards de FCFA à la même période en 2020, enregistrent une hausse de 284,49 milliards de FCFA (+11,2%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 129,00 milliards de FCFA) ainsi qu'à celle des dépenses en capital (+ 140,89 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1 893,28 milliards de FCFA pour l'ensemble de l'année 2021, enregistrant un accroissement de 7,3% par rapport à l'année 2020. L'augmentation de cette catégorie s'explique par celle de toutes ses sous catégories, exception faite des transferts courants qui ont connu une baisse de 6,53 milliards de FCFA. La progression des charges de personnel est de 67,78 milliards de FCFA, celle des charges de la dette est de 51,97 milliards de FCFA et celle des dépenses de fonctionnement est de 15,78 milliards de FCFA.

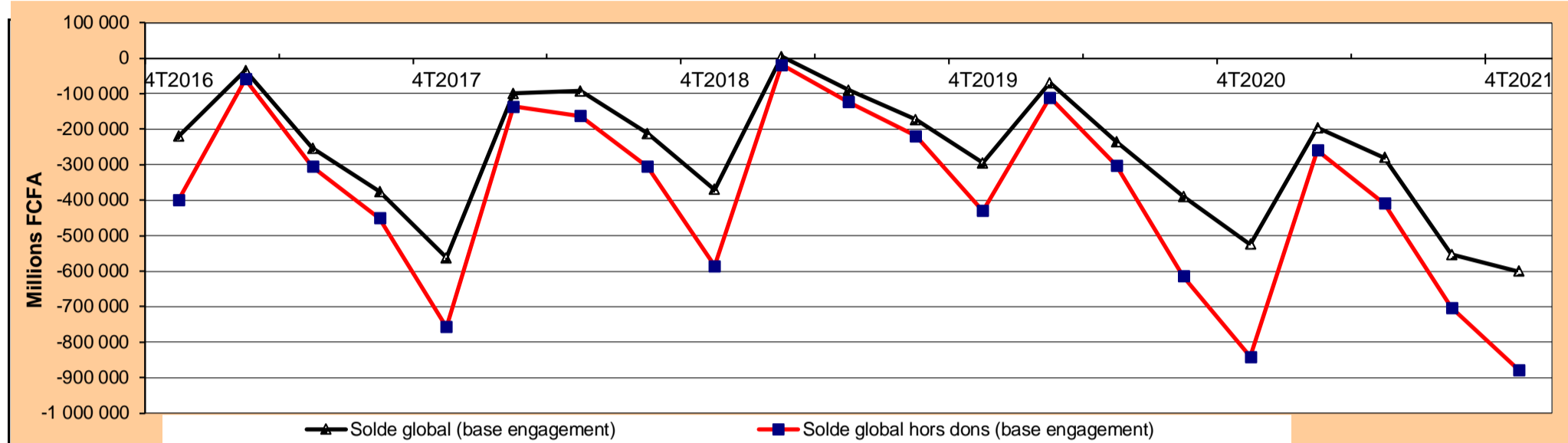
L'accroissement des dépenses de personnel (+7,6%) s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.) et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents.

Les dépenses en capital se sont établies à 920,90 milliards de FCFA à fin décembre 2021 en accroissement de 140,89 milliards de FCFA (18,1%) par rapport à la même date en 2020. Cette hausse est portée aussi bien par les investissements financés sur ressources extérieures qui ont progressé de 155,88 milliards de FCFA que par ceux financés sur ressources propres qui ont

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2021	2021	2021	2021		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-542 743,7	-524 613,0	-196 166,1	-280 567,3	-552 955,9	-600 569,3	110,7%	14,5%
Solde global hors dons (base engagement)	-854 199,8	-840 571,9	-259 244,5	-408 796,9	-703 394,5	-877 811,0	102,8%	4,4%
Solde primaire de base	-333 080,1	-699 995,1	-230 719,2	-329 097,1	-566 341,6	-685 262,2	205,7%	-2,1%
Solde de base	-508 623,7	-555 180,0	-148 721,1	-228 803,8	-418 161,2	-436 542,9	85,8%	-21,4%
Solde global (base caisse)	-542 743,7	-532 834,8	-197 725,5	-352 055,6	-596 840,2	-592 744,1	109,2%	11,2%
Solde global hors dons (base caisse)	-854 199,8	-848 793,6	-260 803,9	-480 285,3	-747 278,7	-869 985,8	101,8%	2,5%

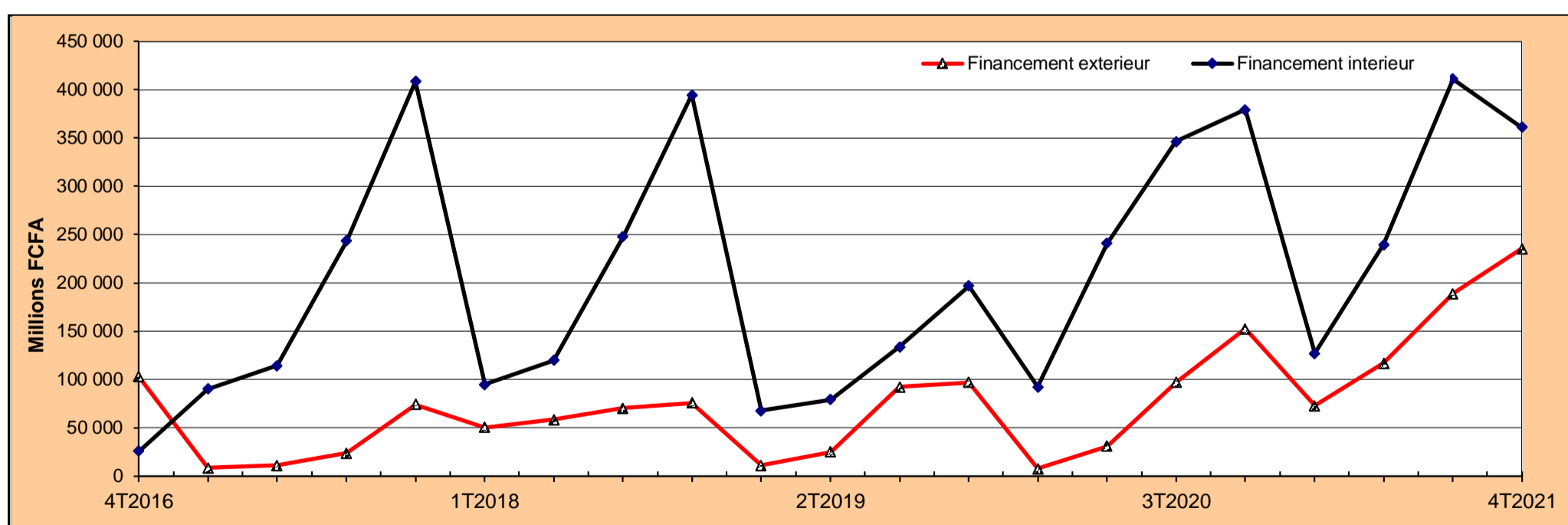


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 600,57 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 contre un déficit de 564,59 milliards de FCFA à la même période de 2020, soit une aggravation de 35,98 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin décembre 2020, il s'est creusé de 59,91 milliards de FCFA pour se situer 592,74 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Il a été couvert par un financement extérieur net de 235,39 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 361,02 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net pour l'ensemble de l'année 2021 s'est opéré d'une part, par treize (13) émissions de bons du Trésor d'un montant de 441,85 milliards de FCFA, de vingt et un (21) émissions d'obligations du Trésor et de deux appels publics à l'épargne d'un montant global de 923,63 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 339,50 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 258,12 milliards de FCFA pour les obligations.

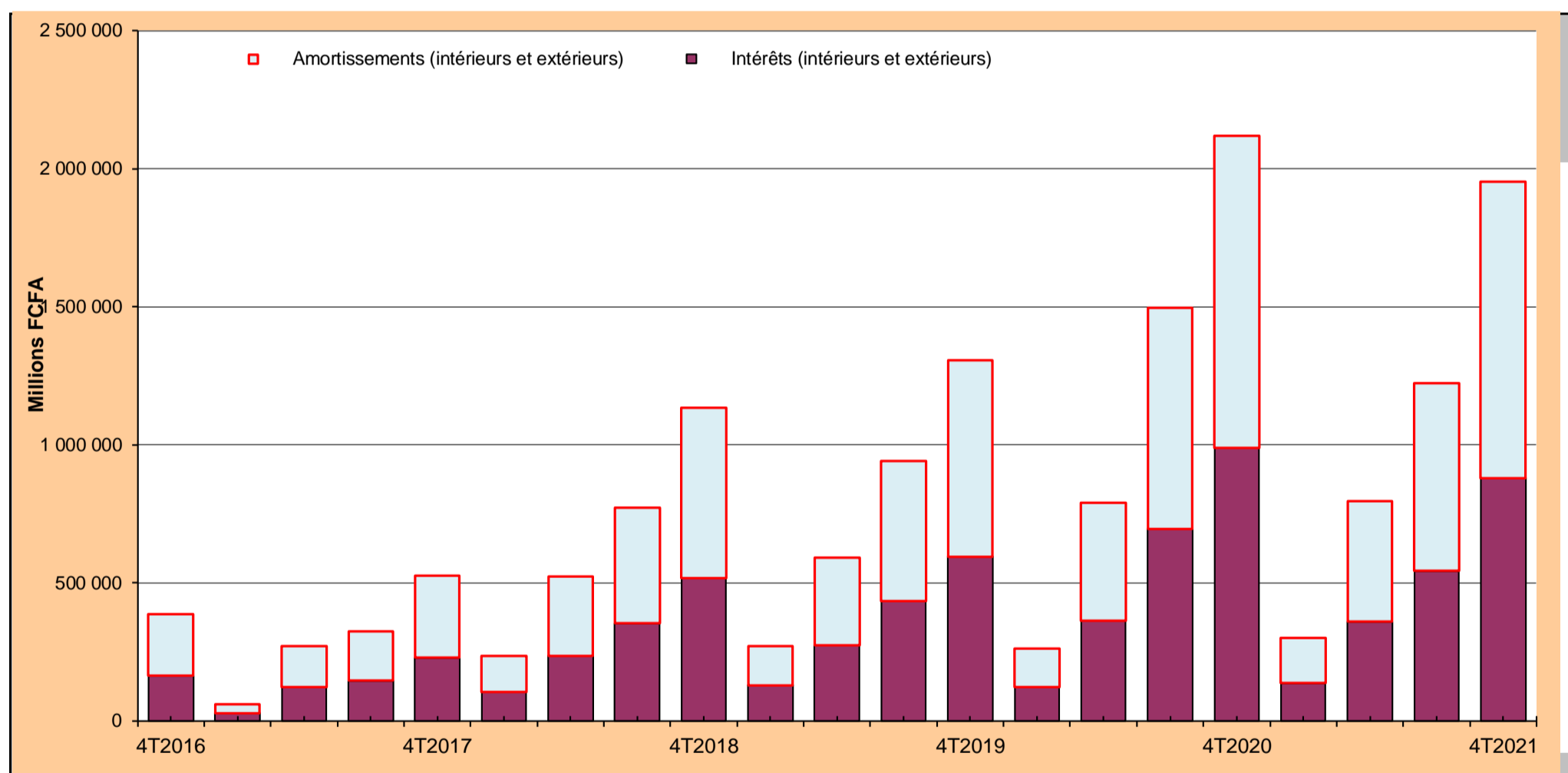
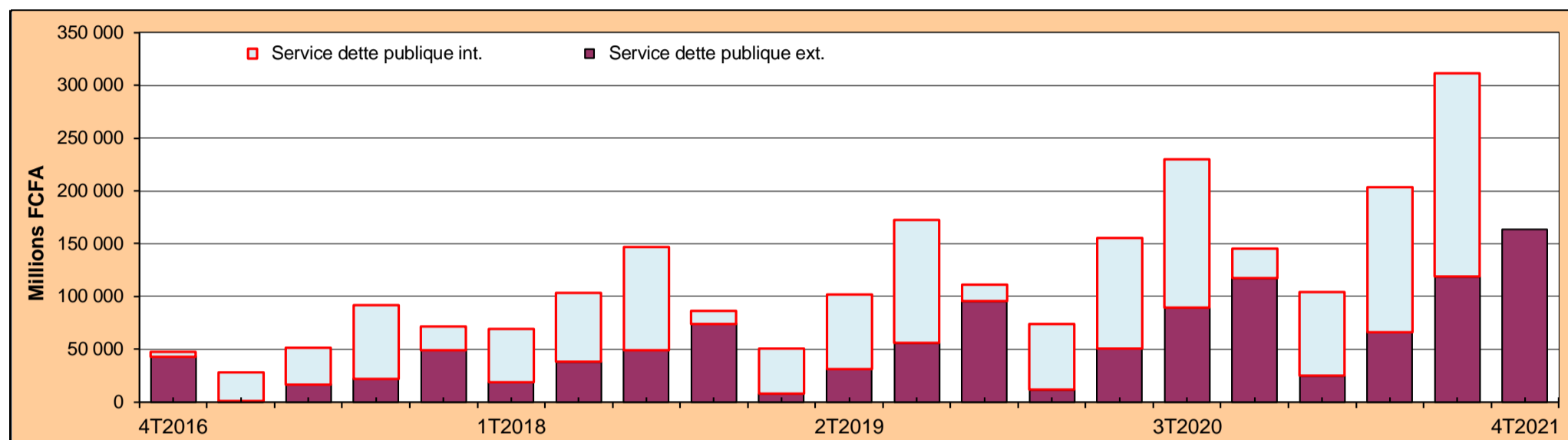
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2021	2021	2021	2021		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Financement	623 976,4	531 713,0	199 844,3	356 204,0	600 047,5	596 413,1	95,6%	12,2%
Financement extérieur	62 444,0	152 407,0	73 025,4	116 781,3	188 890,0	235 389,7	377,0%	54,4%
Décaissements extérieurs	163 495,0	213 774,1	83 452,8	150 763,7	234 889,9	307 683,6	188,2%	43,9%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-101 051,0	-61 367,2	-10 427,4	-33 982,5	-45 999,9	-72 293,9	71,5%	17,8%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	561 532,4	379 306,0	126 818,9	239 422,7	411 157,5	361 023,4	64,3%	-4,8%
Financement bancaire	603 278,1	77 382,4	93 579,4	-26 112,6	106 863,6	5 312,5	0,9%	-93,1%
Secteur non bancaire	-41 745,7	301 923,6	33 239,5	265 535,3	304 293,9	355 710,9	-852,1%	17,8%
Gap de financement	-81 232,7	0,0	107,1	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2021	2021	2021	2021		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	925 062,2	1 129 753,4	164 765,2	438 183,7	679 564,9	1 072 170,8	115,9%	-5,1%
Amortissements (int. et ext.)	749 519	989 176,7	136 239,9	358 483,8	542 512,1	879 622,0	117,4%	-11,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	175 544	140 576,7	28 525,3	79 699,9	137 052,9	192 548,8	109,7%	37,0%
Service dette publique int.	788 491,9	1 044 840,4	150 583,1	390 949,7	615 175,6	971 260,2	123,2%	-7,0%
Amortissements	648 468	927 809,5	125 812,5	324 501,4	496 512,1	807 328,2	124,5%	-13,0%
Intérêts	140 024	117 030,9	24 770,7	66 448,3	118 663,5	163 932,0	117,1%	40,1%
Service dette publique ext.	136 570,3	84 913,0	14 182,1	47 234,0	64 389,3	100 910,6	73,9%	18,8%
Amortissements	101 051	61 367,2	10 427,4	33 982,5	45 999,9	72 293,9		17,8%
Intérêts	35 519	23 545,9	3 754,7	13 251,6	18 389,3	28 616,8	80,6%	21,5%
Service dette ext./recettes totales	7,6%	5,1%	3,4%	5,2%	4,6%	5,2%		0,07 points

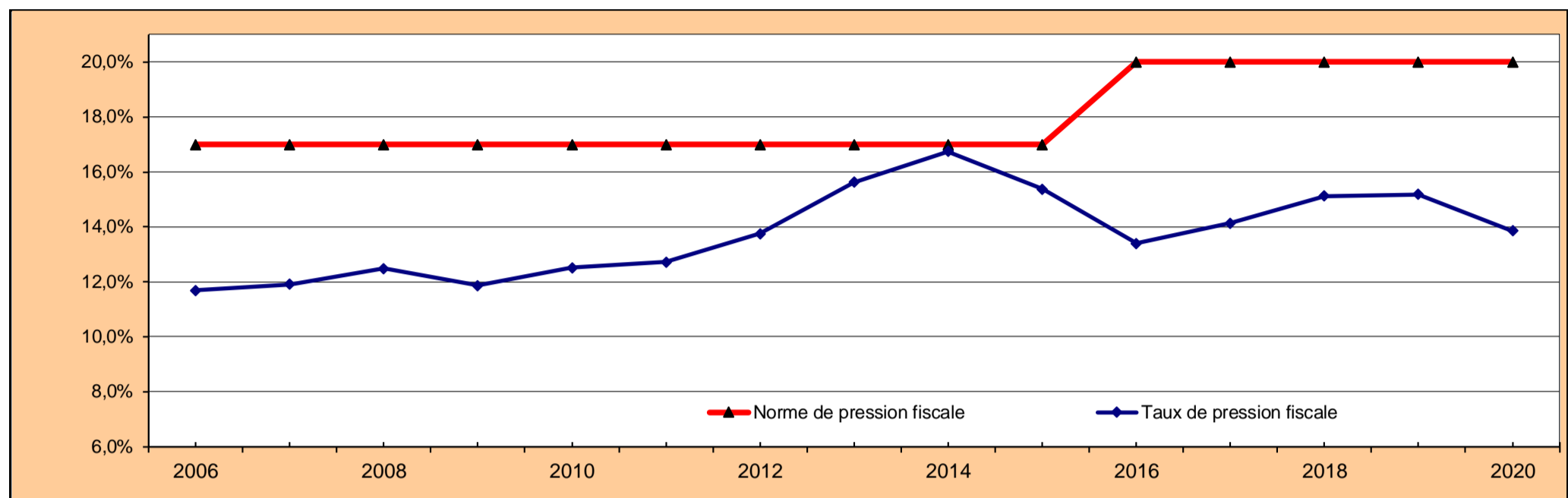


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,2% à fin décembre 2021 à peu près au même niveau qu'à fin septembre de l'année dernière, marquant tout de même une hausse de 0,07 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,6%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%
Taux d'inflation	≤	3%	0,4%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	32,9%	33,8%	40,5%	50,7%	57,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	14,1%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%



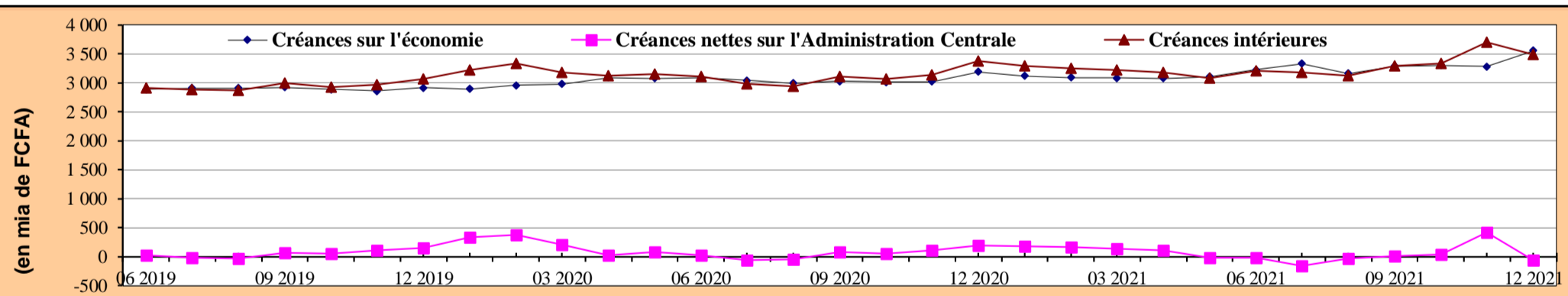
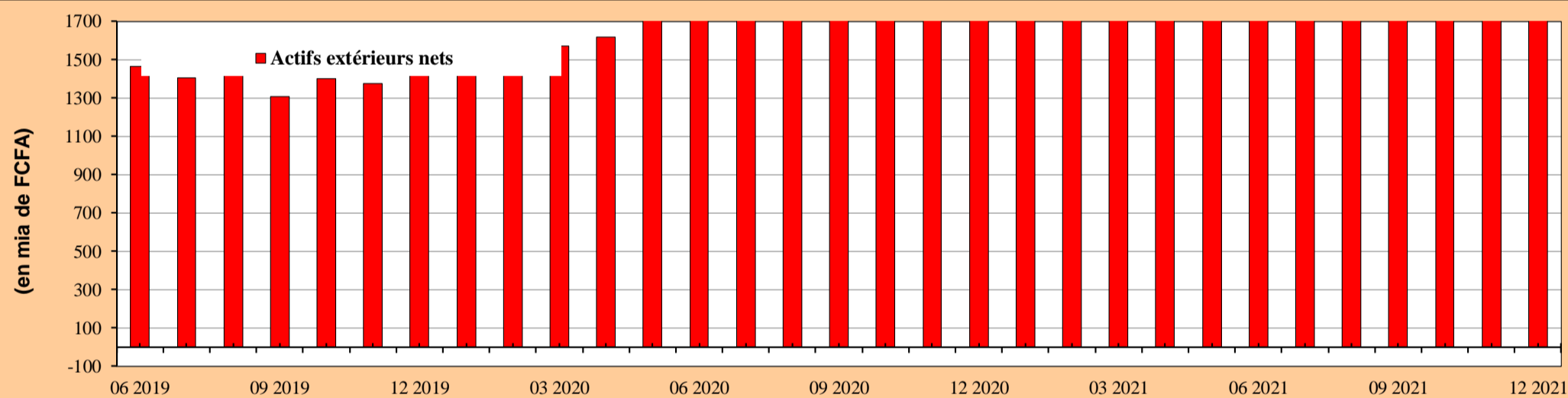
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire entre fin septembre et fin décembre 2021 a été marquée par une progression de la masse monétaire observée sur chacune de ses composantes. Cet accroissement a été induit par la hausse aussi bien des créances intérieures que des Actifs Extérieurs Nets – AEN.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
Circulation fiduciaire	697,7	681,4	635,8	648,6	901,8	253,1	39,0%	204,1	29,3%	
Dépôts transférables	2 300,5	2 453,5	2 568,8	2 453,0	2 783,6	330,6	13,5%	483,2	21,0%	
BCEAO	2,9	0,5	2,1	1,8	1,9	0,0	2,2%	-1,0	-35,7%	
Banques	195,7	799,1	195,7	1 148,1	195,7	-952,4	-83,0%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	289,7	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	11,9	4,1%	
M1	2 998,2	3 134,9	3 204,6	3 101,7	3 685,4	583,7	18,8%	687,3	22,9%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 781,0	1 762,0	1 810,3	1 921,1	1 967,9	46,8	2,4%	186,9	10,5%	
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
AID Banques	1 780,7	1 761,7	1 809,9	1 920,8	1 967,6	46,8	2,4%	186,9	10,5%	
Masse monétaire (M2)	4 779,2	4 897,0	5 014,9	5 022,8	5 653,3	630,5	12,6%	874,1	18,3%	
Actifs extérieurs nets	1 983,7	2 326,6	2 512,4	2 431,2	2 705,0	273,8	11,3%	721,3	36,4%	
AEN BCEAO	205,5	539,5	600,9	595,8	535,6	-60,2	-10,1%	330,2	160,7%	
AEN Banques	1 778,2	1 787,1	1 911,5	1 835,4	2 169,3	334,0	18,2%	391,1	22,0%	
Créances intérieures	3 380,8	3 216,7	3 200,4	3 296,7	3 487,4	190,7	5,8%	106,5	3,2%	
Créances nettes sur l'Administration Centrale	192,4	136,2	-23,4	10,2	-66,5	-76,7	-749,8%	-258,9	-134,6%	
CI BCEAO	21,4	-175,9	-322,0	-241,1	-95,4	145,7	-60,4%	-116,8	-544,8%	
CI Banques	170,9	312,0	298,6	251,4	28,9	-222,5	-88,5%	-142,0	-83,1%	
Créances sur l'économie	3 188,5	3 080,6	3 223,9	3 286,5	3 553,9	267,5	8,1%	365,4	11,5%	



Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

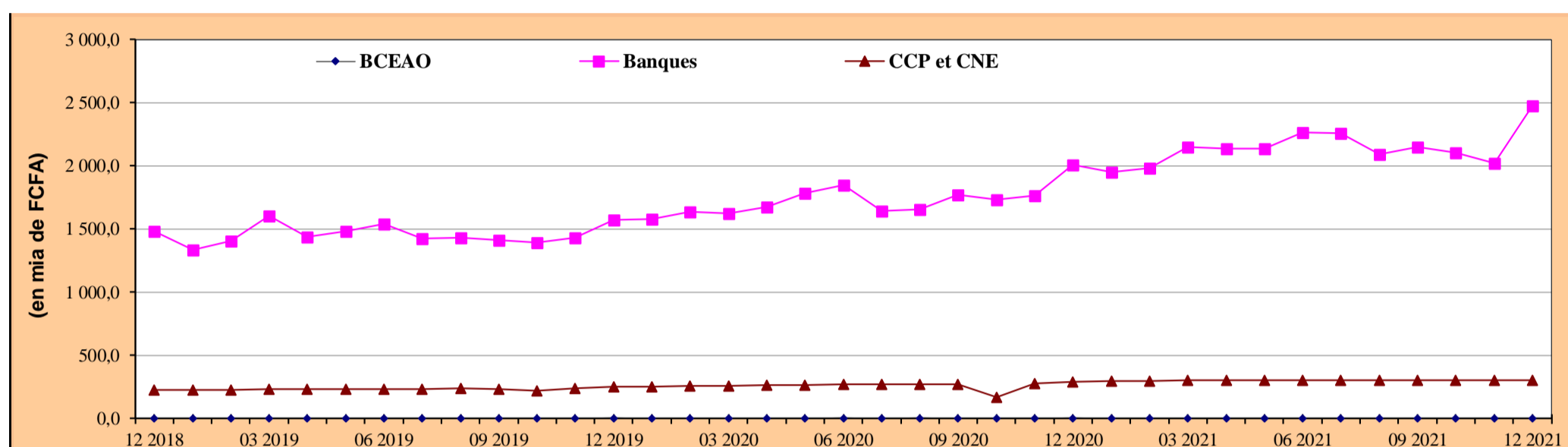
Les Actifs Extérieurs Nets des institutions monétaires se sont établis à 2.705,0 milliards à fin décembre 2021 (soit 535,6 milliards pour le compte de la BCEAO et 2.169,3 milliards au titre des Autres Institutions de Dépôt - AID), enregistrant une progression en variation trimestrielle de 11,3% et en glissement annuel de 36,4%.

L'accroissement en variation trimestrielle des Actifs Extérieurs Nets des institutions monétaires (+273,8 milliards, soit +11,3%) est attribuable exclusivement à ceux des AID (+334,0 milliards, soit +18,2%), ceux de la Banque Centrale étant en baisse (-60,2 milliards, soit -10,1%).

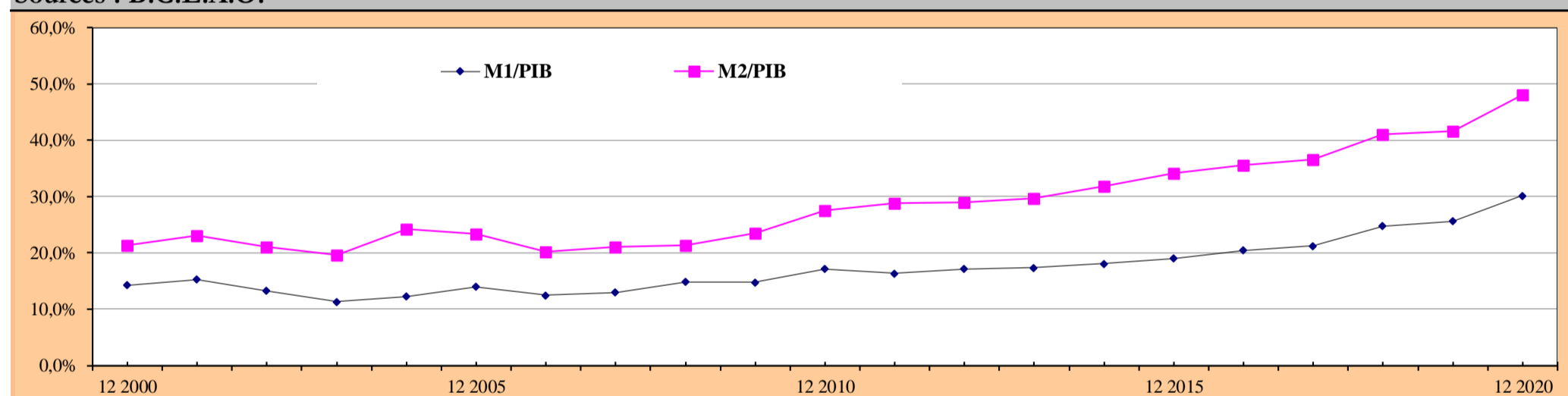
L'augmentation des AEN des AID s'explique par la hausse de leurs créances extérieures brutes (+276,0 milliards), principalement à travers les crédits (+136,9 milliards) aux non-résidents, les dépôts à l'étranger (+75,6 milliards) et les titres autres que les actions (+63,0 milliards), conjuguée à la baisse de leurs engagements bruts vis-à-vis des non-résidents (-57,9 milliards), notamment les dépôts (-52,6 milliards) et les crédits reçus (-8,0 milliards).

Quant au repli en variation trimestrielle des AEN de la BCEAO, elle s'explique par la baisse de ses créances extérieures brutes (-228,4 milliards), plus prononcée que celle de ses engagements envers les non-résidents (-168,2 milliards).

En variation annuelle, les AEN du système bancaire se sont accrus de 721,3 milliards (+36,4%), en lien avec l'afflux de ceux des AID (+391,1 milliards, soit +22,0%) et de ceux de la Banque Centrale (+330,2 milliards, soit +160,7%).



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures sont ressorties à 3.487,4 milliards à fin décembre 2021, enregistrant un accroissement de 190,7 milliards (+5,8%) par rapport à leur niveau à fin septembre 2021. Cette évolution est imprimée exclusivement par les créances sur l'économie, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale étant en repli.

En effet, en se situant à 3.553,9 milliards à fin décembre 2021, les créances sur l'économie ont enregistré un accroissement de 267,5 milliards (+8,1%) par rapport à leur niveau à fin septembre 2021, en lien notamment avec la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+163,4 milliards), aux ménages et ISBLSM (+49,9 milliards) et aux sociétés non-financières publiques (+43,7 milliards). Cette progression des crédits à l'économie en dépit des effets de la pandémie à Covid-19 et de la crise sécuritaire s'expliquerait par les mesures prises par la BCEAO et par le Gouvernement pour relancer l'activité économique. Par rapport à fin décembre 2020, les créances sur l'économie ont progressé de 11,5%, contre une progression de 9,3% entre fin 2020 et fin 2019.

En ce qui concerne les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, en s'établissant à -66,5 milliards à fin décembre 2021, elles ont enregistré une contraction de 76,7 milliards par rapport à leur niveau à fin septembre 2021. Cette évolution est imprimée par la contraction des créances nettes des banques commerciales, celles de la BCEAO ayant enregistré une progression.

En ce qui concerne les banques commerciales, leurs créances nettes sur l'Etat se sont contractées (-222,5 milliards), suite notamment à la baisse de l'encours des titres publics détenus par ces banques de la place (-176,5 milliards), accentuée par la progression des dépôts de l'Etat dans ces banques (+69,6 milliards).

L'augmentation des créances nettes de la BCEAO sur l'Etat (+145,7 milliards) résulte notamment du repli des dépôts du Trésor à la

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties la masse monétaire a progressé en variation trimestrielle de 630,5 milliards (+12,6%) pour se situer à 5.653,3 milliards à fin décembre 2021. Cette hausse a été observée aussi bien au niveau des dépôts (+377,4 milliards, soit +8,6%), que de la circulation fiduciaire (+253,1 milliards, soit +39,0%).

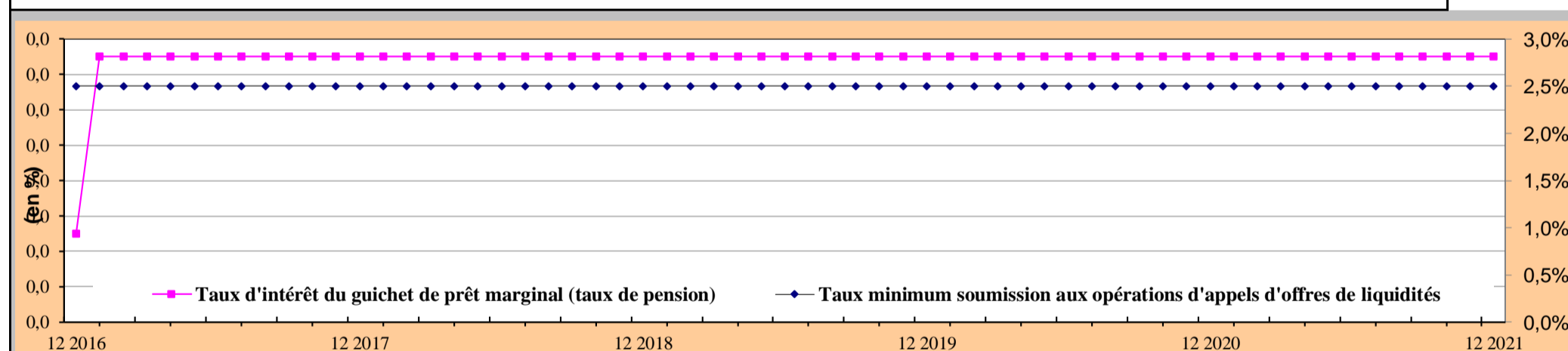
En variation annuelle, la masse monétaire a progressé de 18,3%, retracée dans les dépôts (+16,4%) et la circulation fiduciaire (+29,3%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20
				Est.	Est.
M1/PIB	21,2%	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%
M2/PIB	36,6%	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du quatrième trimestre 2021, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux de 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux de 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au cours du quatrième trimestre 2021 par les banques de la place s'élève à 736,7 milliards de FCFA de FCFA, en hausse de 19,2% par rapport au trimestre précédent, et en progression de 49,5% par rapport au quatrième trimestre 2020.

Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de ce trimestre s'est établi à 7,57% en baisse de 0,21 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2021 et en hausse de 0,60 point de pourcentage sur un an.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du quatrième trimestre de l'année 2021 s'établit à 261,7 milliards de FCFA, en progression de 14,6% par rapport au trimestre précédent, et en baisse de 53,7% par rapport au même trimestre de 2020. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,65%, en baisse de 0,16 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2021 et de 0,28 point de pourcentage par rapport au même trimestre de 2020.

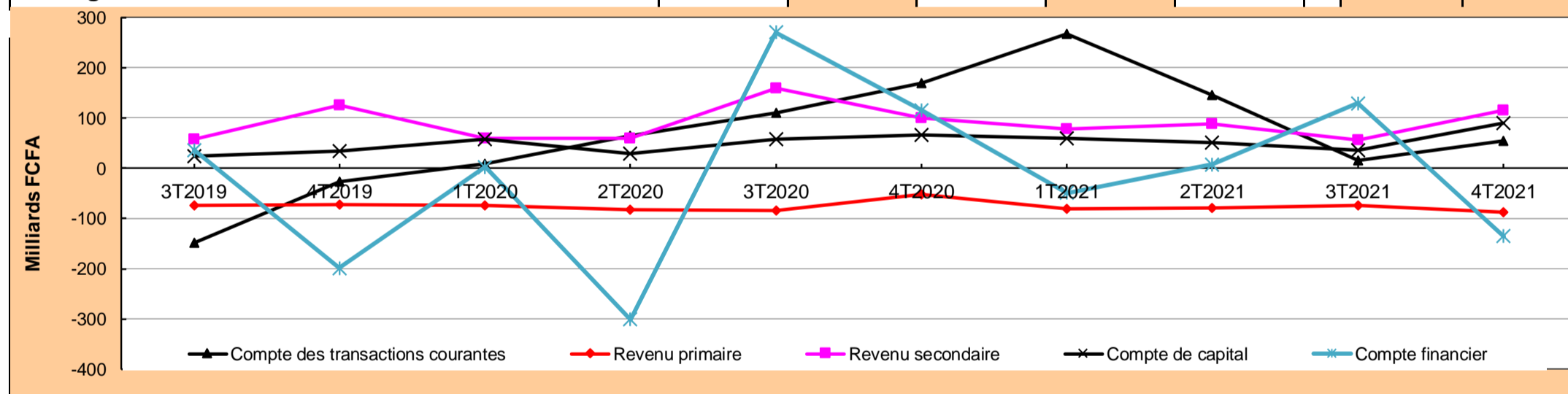
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Fortement impactés par la pandémie de la Covid-19 en 2020, les échanges avec l'extérieur en 2021 sont marqués par le retour vers les tendances historiques, avec un accroissement des importations et le maintien de la vigueur des exportations pour lesquelles la dynamique du secteur minier se poursuit dans un contexte de bonne tenue du cours international de l'or.

Dans ce contexte, au cours du quatrième trimestre 2021, les échanges avec l'extérieur se sont traduits par un accroissement de l'excédent de la balance des transactions courantes et de celui du compte de capital par rapport au trimestre précédent. Au niveau du compte financier, il est enregistré une entrée de capitaux contre des sorties au troisième trimestre 2021. Il en résulte une amélioration du solde global qui ressort excédentaire au cours du trimestre sous revue.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	169,4	266,4	145,8	14,6	54,0	2,7	-0,6
Biens et services	121,9	268,8	137,3	33,2	26,1	-0,2	-0,8
Biens	253,2	352,7	252,8	146,1	126,5	-0,1	-0,5
Services	-131,3	-83,9	-115,6	-112,9	-100,4	-0,1	-0,1
Revenu primaire	-52,9	-80,5	-79,9	-74,3	-87,4	0,2	0,1
– Intérêt sur dette publique	-18,9	-15,1	-30,7	-36,1	-24,7	-0,3	-0,2
Revenu secondaire	100,4	78,1	88,4	55,7	115,3	1,1	0,3
Administrations publiques	57,3	37,7	46,3	18,5	53,6	1,9	0,2
Autres secteurs	43,2	40,4	42,2	37,3	61,7	0,7	0,5
– Envois de fonds des travailleurs	17,0	41,2	42,9	39,5	59,7	0,5	0,4
Compte de capital	66,4	60,0	50,2	36,4	89,1	1,4	0,8
Transferts de capital	66,3	59,9	50,2	36,4	89,1	1,4	0,8
Administration publique	50,2	45,8	36,8	22,2	74,4	2,4	1,0
Autre secteurs	16,1	14,0	13,3	14,1	14,6	0,0	0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	235,8	326,4	196,0	51,0	143,1	1,8	-0,3
Compte financier	115,1	-48,8	7,2	129,0	-135,5	-2,1	-19,8
Investissement direct	-8,4	-19,7	-19,5	-61,2	-142,7	1,3	6,3
Titres de participation	-14,5	-25,2	-25,0	-50,5	-100,1	1,0	3,0
Instruments de dettes	6,1	5,5	5,5	-10,6	-42,6	3,0	-8,7
Investissements de portefeuille	-67,6	-105,1	-105,4	-106,1	-103,7	0,0	0,0
Titres de participation	-5,7	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-61,9	-105,1	-105,4	-106,1	-103,7	0,0	0,0
Autres investissements	191,1	75,9	132,1	296,3	110,9	-0,6	-0,2
Administrations publiques	-45,5	-97,8	-160,8	-84,2	-450,0	4,3	1,8
Solde global	124,5	376,8	185,8	-81,2	273,8	-4,4	0,5



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes est ressortie excédentaire de 54,0 milliards au quatrième trimestre 2021 après un excédent de 14,6 milliards au troisième trimestre de la même année, soit une amélioration de 39,4 milliards (+269,6%). Cette évolution favorable est imputable principalement à l'amélioration du compte de revenu secondaire. Par rapport au quatrième trimestre de l'année 2020 où il avait été observé un excédent courant de 160,7 milliards, le compte courant a enregistré une détérioration de 106,7 milliards, imprimée notamment par le compte des biens et dans une moindre mesure celui du revenu primaire.

La balance des biens s'est détériorée de 19,6 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 146,1 milliards au troisième trimestre 2021 à un excédent de 126,5 milliards au quatrième trimestre de la même année. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+119,1 milliards, soit +17,6%), moins importante que celle des importations (+138,7 milliards, soit +26,2%).

La progression en variation trimestrielle des **exportations** a été portée principalement par les expéditions de coton (+57,8 milliards, 1 308,8%), d'or non monétaire (+32,5 milliards, soit +5,5%) et du sésame (24,5 milliards, soit +743,8%). Parallèlement, il est observé une hausse notable des exportations de noix de cajou (-8,0 milliards, soit -67,6%) et des fruits secs et frais (-7,3 milliards, soit -85,3%).

Quant à la hausse de la valeur des **importations** en rythme trimestriel, elle est imprimée notamment par les biens intermédiaires (+7,2 milliards, soit +6,7%), les biens alimentaires (+5,7 milliards, soit +11,7%), les produits énergétiques (+3,9 milliards, soit +2,5%) et les produits divers (0,8 milliard, soit +5,2%). Parallèlement, une faible baisse a été enregistrée au niveau des importations de biens d'équipement (-6,7 milliards, soit -5,1%) et des autres biens de consommation courante (-1,3 milliard, soit -2,2%).

En variation annuelle, l'excédent commercial s'est replié de 104,5 milliards au quatrième trimestre 2021, en lien avec la progression des importations (+138,7 milliards, soit +26,2%), plus importante que la hausse des exportations (+119,1 milliards, soit +17,6%).

Le déficit structurel de la balance des services s'est réduit en passant d'un niveau de 112,9 milliards au troisième trimestre 2021 à 100,4 milliards au quatrième trimestre 2021. Cette amélioration du compte s'explique par la moindre progression des importations de services par rapport aux exportations. En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est réduit de 11,4 milliards.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 87,4 milliards au quatrième trimestre 2021, après des sorties nettes de 74,3 milliards au trimestre précédent, soit une aggravation de 13,0 milliards, imprimée par la hausse des paiements au titre des autres revenus primaires de 20,6 milliards.

En variation annuelle, le solde du compte du revenu primaire s'est détérioré de 28,5 milliards en lien notamment avec l'aggravation des déficits des revenus des investissements de 17,2 milliards et des autres revenus primaires de 12,5 milliards.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est accru de 59,6 milliards, en ressortant à 115,3 milliards au trimestre sous revue, après un niveau de 55,7 milliards au troisième trimestre de 2021. Cette évolution s'explique principalement par la mobilisation de dons programmes au profit de l'Administration publique (+35,4 milliards), aucun montant n'ayant été encaissé à ce titre au trimestre précédent.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est accru de 14,8 milliards, en raison de la progression des transferts de fonds des migrants.

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 89,1 milliards, après une réalisation de +36,4 milliards au troisième trimestre 2021, soit une amélioration de 52,7 milliards, principalement sous l'effet de l'afflux des transferts en capital au profit de l'Administration publique (+74,4 milliards) et des transferts de capitaux vers les autres secteurs (+14,6 milliards).

De l'évolution des comptes des transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement** de l'économie burkinabè d'un montant de 143,1 milliards contre une capacité de financement de 51,0 milliards au trimestre précédent. Au quatrième trimestre 2020, une capacité de financement de 227,1 milliards avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 138,2 milliards, après des sorties nettes de 47,8 milliards au troisième trimestre 2021. Cette évolution est imprimée principalement par les « autres investissements » au titre desquels les sorties nettes de capitaux ont progressé de 262,4 milliards.

Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) ont progressé de 81,6 milliards tandis que les entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille ont baissé de 2,4 milliards.

En variation annuelle, le solde du compte financier s'est amélioré de 87,7 milliards par rapport au quatrième trimestre 2020.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin décembre 2021, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.081,3 milliards, après des positions nettes débitrices de 1.449,1 milliards et 1.656,5 milliards, respectivement à fin septembre 2021 et fin décembre 2020. Cette amélioration en variation trimestrielle de la position débitrice de 367,8 milliards est consécutive à une hausse du stock d'actifs financiers (+514,8 milliards), plus importante que celle du stock de passifs (+147,0 milliards).

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

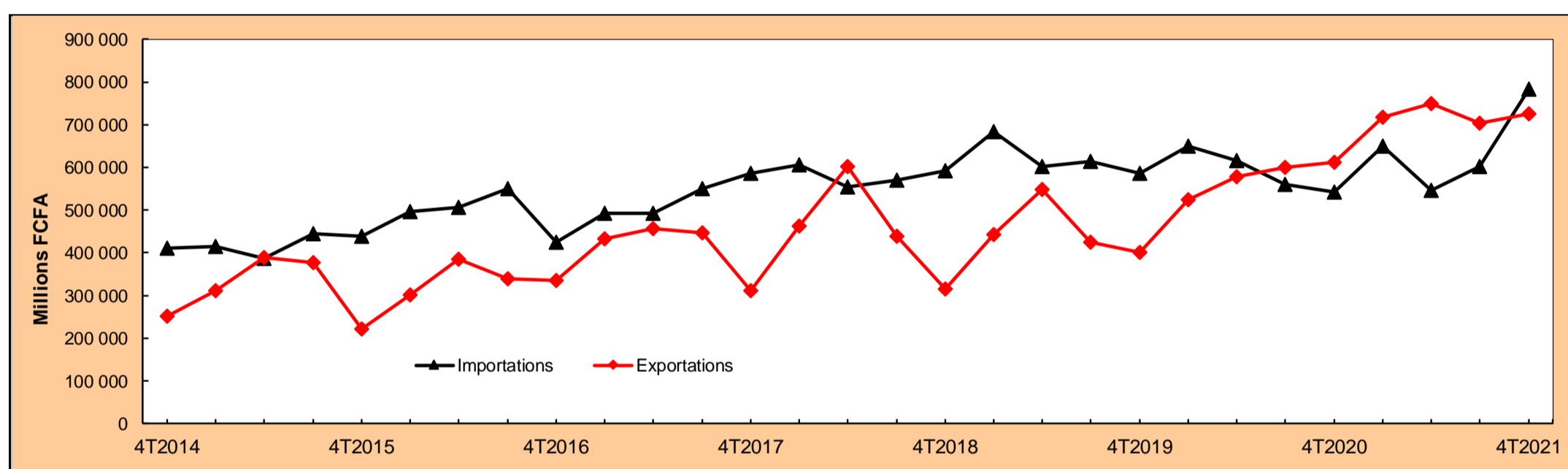
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
TOTAL	650 170,8	546 450,0	602 169,3	627 948,6	782 284,7	24,6%	20,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	7 254,3	6 856,7	7 779,9	6 215,4	8 644,1	39,1%	19,2%
Produits du règne végétal	38 342,3	24 181,9	24 675,1	24 043,2	44 512,2	85,1%	16,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 504,8	2 157,3	2 694,9	2 942,4	4 375,6	48,7%	24,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	42 041,2	30 700,6	35 577,1	43 069,9	38 939,5	-9,6%	-7,4%
Produits minéraux	205 231,4	161 314,9	192 066,1	213 109,8	297 701,8	39,7%	45,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	79 745,6	75 193,2	82 864,9	64 727,2	80 654,8	24,6%	1,1%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	25 044,3	20 947,2	23 795,6	23 131,0	33 185,9	43,5%	32,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	538,7	692,5	667,2	956,0	1 466,6	53,4%	172,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 449,1	1 488,6	1 227,2	1 292,7	1 395,4	7,9%	-3,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 239,5	8 655,4	7 523,1	12 678,3	11 097,3	-12,5%	34,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	13 650,3	11 873,5	8 084,1	14 279,6	13 445,2	-5,8%	-1,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 462,3	1 559,3	1 737,2	1 725,1	2 163,7	25,4%	48,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 703,2	7 587,5	6 190,9	7 538,3	7 592,9	0,7%	13,3%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	84,3	98,1	87,9	171,1	235,1	37,4%	178,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	40 044,8	35 867,8	37 664,4	48 089,5	54 502,4	13,3%	36,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	105 870,9	95 180,3	98 724,1	89 693,1	108 968,4	21,5%	2,9%
Matériel de transport	52 670,5	49 214,0	59 186,7	51 083,3	57 927,7	13,4%	10,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	10 410,1	7 429,5	6 313,8	8 742,6	8 385,2	-4,1%	-19,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	151,0	471,7	410,9	867,2	86,9	-90,0%	-42,4%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 24,6%, portant le niveau des importations de 627,9 milliards de FCFA au troisième trimestre 2021 à 782,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations de la plupart des produits notamment, les produits du règne animal (85,1%), les peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières (53,4%), les graisses et huiles animales ou végétales (48,7%), les matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (43,5%), les produits minéraux (39,7%) puis les animaux vivants et produits du règne animal (39,1%).

Comparativement au même trimestre de 2020, on observe également une hausse de 20,3% des importations. Cette hausse annuelle est imputable principalement à l'évolution des importations des perles et métaux précieux (178,8%), des peaux, cuirs, pelleteries et ouvrage en ces matières (172,3%), des chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets(48,0%), des produits minéraux(45,1%), des métaux communs et ouvrages en ces métaux (36,1%) les pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (34,7%) et les matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (32,5%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
TOTAL	718 118,6	748 864,3	703 948,5	615 072,7	725 590,5	18,0%	1,0%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	183,9	119,3	88,1	358,1	388,7	8,5%	111,3%
Produits du règne végétal	27 883,9	42 840,4	48 376,2	25 024,1	35 424,7	41,6%	27,0%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	21 169,1	23 833,9	6 974,9	4 068,2	29 925,9	635,6%	41,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 295,4	5 078,0	5 235,0	2 474,5	5 348,2	116,1%	24,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 080,0	7 200,1	5 171,8	2 900,5	2 854,6	-1,6%	37,2%
Produits minéraux	21 476,7	29 559,5	28 620,1	27 363,3	25 379,2	-7,3%	18,2%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	2 085,5	1 835,3	1 952,1	1 782,6	1 699,0	-4,7%	-18,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	200,3	217,6	562,9	184,4	1 242,0	573,7%	520,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,1	0,0	46,0	3,4	66,9	1874,0%	6095,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	93,7	23,5	24,7	27,9	10,0	-64,2%	-89,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	50,7	50,6	76,1	108,3	107,8	-0,5%	112,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	23 071,4	107 721,3	79 403,7	5 078,0	62 958,0	1139,8%	172,9%
dont coton fibre	22 844,1	107 500,9	79 308,7	4 951,1	62 801,6	1168,4%	174,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	21,1	29,8	36,9	5,9	12,2	106,6%	-41,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	12,5	12,9	1,6	8,4	21,3	153,6%	70,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	626 933,7	541 485,9	523 051,2	539 475,2	571 955,0	6,0%	-8,8%
dont or	625 700,7	540 346,6	522 087,9	538 497,3	571 025,1	6,0%	-8,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2 511,9	2 678,4	2 828,7	3 898,2	3 132,8	-19,6%	24,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 189,3	4 392,9	4 356,4	4 535,0	8 928,2	96,9%	72,1%
Matériel de transport	1 546,2	4 982,3	3 667,0	1 204,1	5 734,7	376,3%	270,9%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	100,7	235,1	174,3	261,9	126,4	-51,7%	25,6%
Marchandises et produits divers	319,8	350,6	223,9	328,2	160,5	-51,1%	-49,8%

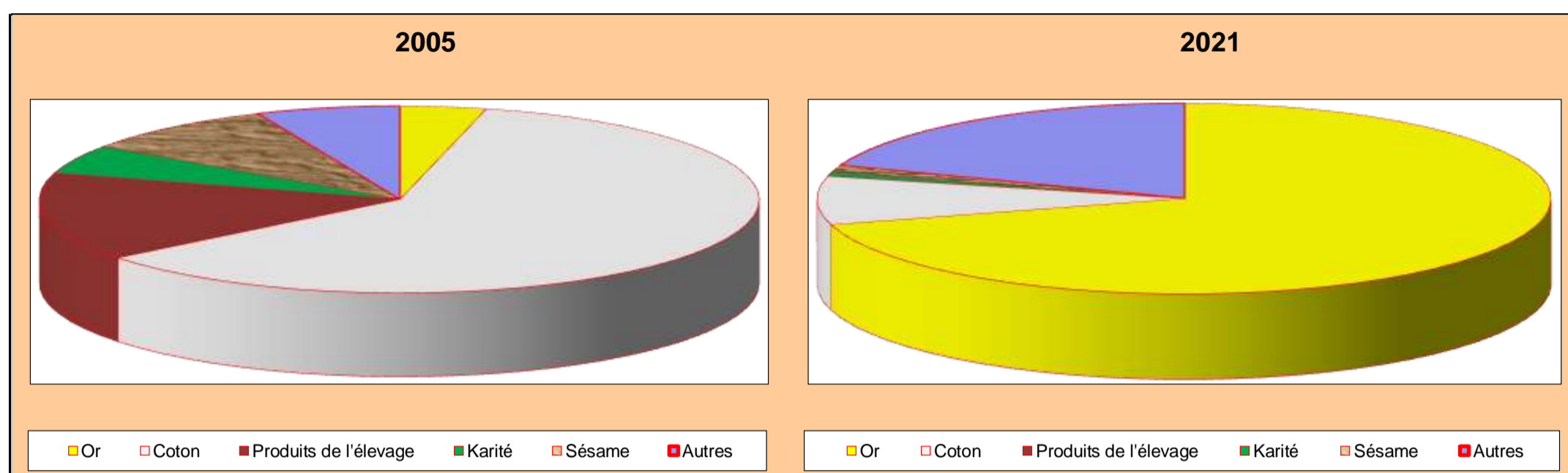


Au quatrième trimestre 2021, les exportations enregistrent une hausse de 18% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 615,1 milliards FCFA au troisième trimestre 2021 à 725,6 milliards FCFA au quatrième trimestre. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations des peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières ont été multipliées par 20 passant de 3,4 Milliards à 66,9 milliards de FCFA. Par ailleurs, les exportations du coton fibre ont été multipliées par plus de 10 passant de 4,9 Milliards de FCFA au troisième trimestre 2021 à 62,8 milliards FCFA au quatrième trimestre en raison du caractère saisonnier de la production du coton. Les exportations d'or non monétaire augmentent de 6,0% et celles des arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux de 70,7%.

En glissement annuel, on observe une hausse de 1,0% des exportations, soit une hausse de 104,9 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2020. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire de 8,3% et du coton de 111,7%.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2005	2018	2019	2020	2021
Part de l'or dans total	3,9%	54,2%	57,8%	73,5%	70,6%
Part du coton dans total	60,4%	8,1%	9,0%	5,4%	8,2%
Part des produits de l'élevage dans total	15,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	5,1%	1,0%	1,7%	0,9%	0,8%
Part du Sésame dans total	8,9%	3,2%	1,8%	1,3%	1,1%
Part des autres produits dans total	6,5%	33,4%	29,8%	18,8%	19,3%

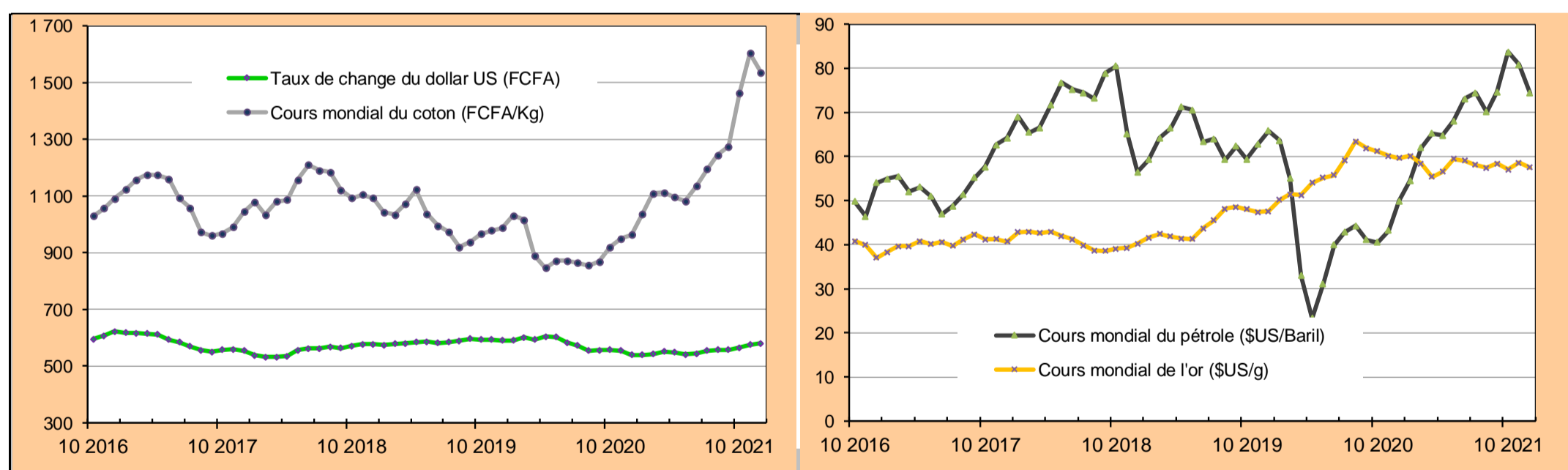


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,6% de la part des exportations en 2021. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 62,1 tonnes en 2020.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	Glissement	
						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	550,2	544,2	544,1	556,5	573,5	3,1%	4,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	44,5	60,6	68,6	73,0	79,6	9,0%	78,7%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 715,6	1 994,7	2 029,1	2 224,3	2 674,6	20,2%	55,9%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	60,3	57,9	58,3	57,9	57,7	-0,4%	-4,3%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	24,5	33,0	37,3	40,6	45,6	12,3%	86,4%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	943,5	1 085,6	1 104,0	1 237,8	1 534,1	23,9%	62,6%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	33,2	31,5	31,7	32,2	33,1	2,7%	-0,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,039	0,033	0,030	0,030	0,034	10,5%	-13,0%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar par rapport au FCFA maintient sa hausse**. Au dernier trimestre 2021, le cours s'est accru de 3,1% en ressortant en moyenne à 573,5 FCFA contre 556,5 FCFA le trimestre précédent. Il en est de même en glissement annuel où son cours se situe au dessus de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en appréciation de 4,2% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2020. Cette évolution traduit l'aversion au risque induit par les craintes inflationnistes et les tensions sur les chaînes mondiales d'approvisionnement.

- Prix des produits exportés :

Poursuite de la progression soutenue du cours du coton sur les marchés mondiaux depuis le 3^{ème} trimestre 2020. La hausse du cours du coton s'est raffermie au quatrième trimestre 2021 en passant à 2674,6 dollars la tonne contre 2224,3 dollars au trimestre précédent, soit +20,2% de hausse. En glissement annuel, il a augmenté de 55,9%. Mieux, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 1534,1 FCFA le kilogramme au quatrième trimestre 2021, contre 1237,8 FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 23,9% et un glissement annuel de 62,6%. L'évolution du cours du coton reste expliquée par la hausse de la demande mondiale, notamment, en Chine et en Inde. On note également, une baisse de production mondiale suite à une réduction des superficies aux USA, en Inde et au Pakistan.

- Cours de l'or:

Au quatrième trimestre 2021, **le cours de l'or n'a pas connu une grande variation**. Le cours du métal jaune a connu une baisse de 0,4% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 57,7 dollars le gramme au dernier trimestre 2021 contre 57,9 dollars au troisième trimestre 2021. Sur la base annuelle, le cours de l'or est en dessous du niveau du même trimestre de l'année passée, avec une baisse de 4,3% au quatrième trimestre 2021. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 33 093 francs le gramme, en hausse de 2,7% en rythme trimestriel et en baisse de 0,3% en glissement annuel. Cette situation du cours de l'or pourrait s'expliquer par la remontée des taux d'intérêts aux USA et une appréciation du Dollars US, atténué par l'apparition de nouvelles inquiétudes en lien avec la découverte du nouveau variant Omicron dans le monde.

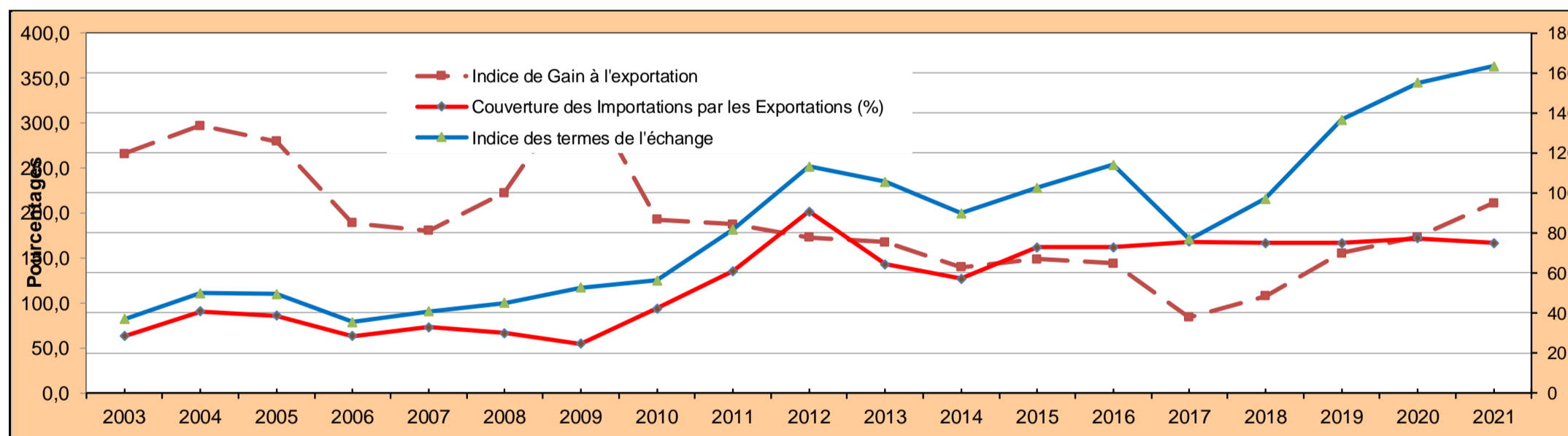
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le quatrième trimestre 2021 a connu la maintien de la hausse tendancielle des cours entamée depuis le 3^{ème} trimestre 2020. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 79,6 dollars au quatrième trimestre 2021 contre 73,0 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 9,0%. Comparé à la même période en 2020, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 78,7%. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 12,3% et 86,4%, respectivement en rythme trimestriel et annuel. Cette hausse tendancielle du cours du baril de pétrole s'explique par une hausse de la demande au regard de la forte reprise de l'activité économique mondiale.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	Var. 2021	
						Var./2020	Var./2019
Indice prix à l'exportation	178,3	263,1	263,4	314,0	308,5	-1,8%	17,1%
Indice prix à l'importation	82,7	86,7	76,4	76,1	84,9	11,7%	11,1%
Indice des termes de l'échange	215,5	303,5	344,6	412,8	363,2	-12,0%	5,4%
Indice de gain à l'exportation	48,5	69,9	77,8	67,1	94,9	41,5%	22,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	74,9	77,3	105,8	74,9	-29,2%	-3,1%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a auscillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 74,9% en décembre 2021 toujours en lien avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{ou } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SANA Lassané	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD